

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,60 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 Sch.; Belgique, 12 F; Canada, 5 C\$; Danemark, 3,50 Kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 R.; Italie, 350 L.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,80 Kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS

75007 PARIS - CEDEX 09

C.G.P. 6307-23 Paris

50007 Paris n° 63072

Tél. : 246-72-23

Washington condamne la « violation des droits de l'homme » en Afrique du Sud

LIRE PAGE 4

Détente entre Bangkok et Hanoï

« Nous ne sommes pas en guerre », ont déclaré les ambassadeurs. Aux deux capitales, les deux pays se sont engagés à prendre des mesures en vue de normaliser les relations. Les deux pays se sont engagés à prendre des mesures en vue de normaliser les relations. Les deux pays se sont engagés à prendre des mesures en vue de normaliser les relations.

Les tractations laborieuses de Tripoli

Les adversaires de la politique du président Sadate s'efforcent de surmonter leurs divisions

Les adversaires arabes de la politique du président Sadate, réunis à Tripoli pour une conférence, se sont efforcés de dégager une ligne commune, en dépit de longues tractations. Le président de la Syrie et M. Yasser Arafat (O.L.P.) ont été mis en position difficile par les participants les plus intransigeants, dont l'Irak et la Libye. Ceux-ci exigent en effet l'abandon de l'idée d'un règlement au Proche-Orient fondé sur les résolutions des Nations unies et sur une négociation à Genève.

Aux Nations unies, au terme d'une semaine de débats, l'Assemblée générale a adopté, vendredi, deux résolutions sur la « question de la Palestine ». Les Neuf n'ont pas réussi à maintenir leur coalition dans ces scrutins, notamment à propos de la création de l'ONU d'un « service spécial des droits palestiniens ».

A Moscou, un membre de la direction du parti Baas, au pouvoir en Irak, a remis un message du chef de l'Etat à M. Brejnev, qui a fait valoir à cette occasion la « continuité » de la politique de l'U.R.S.S. au Proche-Orient.

M. Menachem Begin, premier ministre israélien, se trouve à Londres, où il commence ce samedi une visite officielle.

De notre envoyé spécial

« Syrie », Taher el Jisraoui, membre du Conseil révolutionnaire (Iraq), Abdel Fattah Ismail, secrétaire du Front de libération nationale, parti au pouvoir en République démocratique du Yémen, et Yasser Arafat (O.L.P.), devaient néanmoins tenter ce samedi de rédiger un « document de travail » destiné à jeter les bases d'une action commune.

A mes amis israéliens

par JEAN-PAUL SARTRE (*)

J'ai vu samedi 19 novembre, comme vous tous, à la télévision, un événement mythique. Un avion transportait en Israël le chef du plus puissant des ennemis : venu du ciel, un homme est apparu, seul, s'est arrêté et vous a souri. Ce que je voyais était plus qu'un fait. Un événement est toujours porteur d'une signification symbolique : la prise de la Bastille, chez nous, n'était pas seulement l'occupation d'un vieux fort à peu près vide — cela, c'est le fait —, une signification mythique, c'était la chute de l'Ancien Régime. L'autre soir, on ne voyait plus que le mythe.

Depuis des années, les discours obscurosaient l'évidence : vous étiez là, on pouvait vous parler. De l'holocauste dont vous êtes les survivants, tout homme est responsable. En allant se recueillir au Mémorial des martyrs du nazisme, le président Sadate a dévoilé le sens profond du mythe : la reconnaissance de l'Autre, l'Arabe a reconnu le juif, l'Israélien.

Je ne veux pas croire que nous allons retomber du mythe à la réalité politique, de la folie sobre du geste de Sadate au réalisme pauvre des diplomates. L'Autre des Israéliens — celui qui les suit depuis la fondation d'Israël, — vous l'avez toujours su : c'est le Palestinien. Désormais reconnus

par l'Autre, vous ne pouvez pas ne pas reconnaître l'Autre. D'autant moins que vous avez donné au monde l'éthique juive, fondée sur cette reconnaissance.

Avant que les diplomates ne se remettent au travail, nous ne pouvons pas, vous le savez, nous ne pouvons pas considérer que les deux exigences du président Sadate (restitution des territoires occupés, création d'un Etat palestinien) découlent de l'évidence du principe éthique même. Accepter la création d'un Etat palestinien, c'est, dans les conditions politiques du monde d'aujourd'hui, permettre la vie du peuple palestinien, c'est refuser la mort de l'Autre.

Samedi 19 novembre, en un instant, tout est devenu possible : le choix que vous avez à faire est le plus difficile. Nous comprenons votre angoisse, c'est celle de la liberté.

*) Docteur honoraire de l'université de Jérusalem.

Une formule de compromis n'est pas exclue

Malgré la profondeur des divergences qui séparent les « majoritaires » — largement majoritaires à la conférence — des partisans d'un règlement négocié avec Israël, une formule de compromis n'était pas exclue. Scandale à un feu nourri de critiques, les modérés ont en effet lâché du lest. Avant même que ne s'ouvre la conférence, M. Nayef Hawatmeh, président du Front démocratique de libération de la Palestine (F.D.L.P.), nous avait déclaré : « Le consensus ne pourra s'établir que sur la base d'un durcissement. Le lâchage de Sadate et le refus obstiné d'Israël d'envoyer un compromis fondé sur la restitution aux Arabes des territoires occupés nous poussent inévitablement vers les positions de nos adversaires du Front du refus ».

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

L'île-de-France en France

par OLIVIER GUICHARD (*)

dans la nature des choses. Mais je ne suis pas sûr que cette revendication rencontre, au niveau de l'Etat, la réponse qu'elle doit recevoir. Les idées tendent à se brouiller. Je voudrais, ici, contribuer à les garder claires.

Ceux qui demandent cette parité estiment que leur région est à présent logée à la même enseigne que les autres, qu'elle connaît les mêmes difficultés que les autres, qu'elle doit donc avoir les mêmes droits et les mêmes moyens pour se tirer d'affaire, et qu'il faut, en particulier, qu'elle soit soumise à des contrôles et des pénalisations variées dont elle est, sans raison, affranchie par l'Etat.

De longue date, en fait, et bien avant la dégradation du marché du travail, on s'est, ici et là, habitué à douter du bien-fondé de la politique de décentralisation et de

ses mesures d'encadrement. Ces mesures n'ont pourtant jamais été empreintes d'hostilité à l'égard de la capitale. Du reste, l'Etat n'a pas hésité sur la dépense pour transformer la région parisienne, l'aménager, la moderniser, lui apporter les équipements et les structures dont elle avait besoin. L'aménagement du territoire appliqué à cette région n'a pas été une politique punitive. Elle a cherché, d'une part, à limiter une croissance asphyxiante, d'autre part, à améliorer la vie de cette masse.

Certains critiques, il est vrai, ne voient pas des adversaires systématiques de la politique menée en Île-de-France au nom de l'aménagement du territoire.

(Lire la suite page 27.)

UN NOUVEL ALBUM DE LEO FERRÉ

Comme une symphonie

Depuis deux ans et le Palais des congrès, où il avait présenté le même concert pendant un mois, le « Chanson du Mal-Aimé » et le « Concerto pour la main gauche ». Ravel et aussi Beethoven devant quatre mille personnes chaque soir, on n'entendait plus la voix de Ferré, on ne voyait plus Léo avec sa crinière blanche, Léo la passion, Léo la marge, Léo qui irrite avec ses contradictions apparentes, ses contradictions naturelles, Léo disponible qui regarde quand il a le temps ou quand l'époque le provoque, Léo qui se révolte et mord à pleines dents la bêtise et les oppressions.

Léo Ferré vit en Italie, où il a repéré la parole « amour » qui « se barrait » un beau matin du dictionnaire ; et il l'a saisie et, depuis, cela coule en lui, cela lui a donné

Matthieu et une fille et un autre enfant que sa femme attend près de Florence, dans cette Toscane où les gens parlent la langue pur Italien, s'exprime dans le langage de Dante. Et Ferré s'est incrusté dans la nature avec une chienne qui vieillit et qui a un projet de mort dans la tête. Et Ferré vient d'écrire des chansons d'amour et de violence sur une musique qui continue comme une symphonie tout au long des plages d'un disque enregistré, à Milan, en quatre séances seulement. C'est son premier album de chansons depuis de longues années. Il porte « la Frime » comme titre et un dessin de Dürer au verso de sa pochette, avec la légende originale : « Voie, conard ! »

CLAUDE FLEUTER.

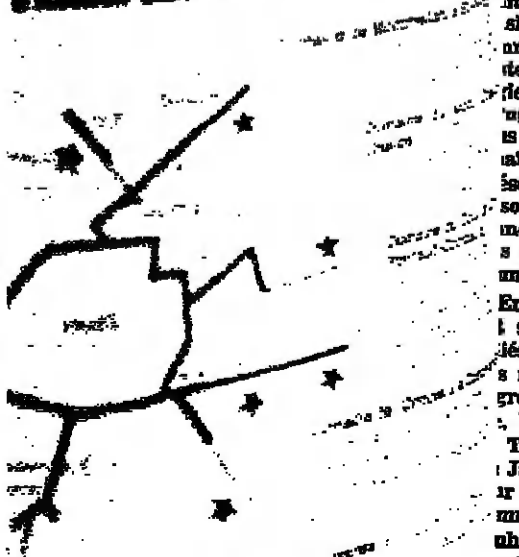
(Lire la suite page 7.)

eguet

ONSTRUIT
SONS DURABLES
LEURS TERRAIN



INDÉPENDANT TOUT AUTOUR DE
VENEZ LES VOIR.



JACQUES
FATH
CRAVATES
CHEMISES
PULLS
LUNETTES

AU JOUR LE JOUR

Le mandat d'arrêt sur la base d'arrêt Klaus Croissant avait été extrané à été annulé par le parquet de Stuttgart et remplacé par un autre mandat d'arrêt ; ainsi l'avocat sera-t-il fuyé par la justice allemande pour des faits que n'avait pas retenus la justice française.

En somme, la France a exporté un accusé et l'Allemagne en a fait un autre. En somme, la justice française fait passer les frontières, mais

Drôle d'échange

ne passe pas les frontières. En somme, la justice de Stuttgart n'a guère ; croie, celle qu'elle reprend. En somme, la justice française n'a guère parole ; celle qu'on lui retire.

Quant à Klaus Croissant, il pourra toujours écrire à M. Alain Peyrefitte pour lui signaler que les conditions de détention à la prison de la Santé ne l'ont pas mis à l'abri des enlèvements.

BERNARD CHAPUIS.

idées

RELIGION ET POLITIQUE

Le loup et les brebis

par JEAN-FRANÇOIS SIX (*)

On parle beaucoup des chrétiens et de la politique. Il y a deux ans, M. Madelin disait : « Les chrétiens entrent en politique » (éd. du Cerf) en précisant qu'on n'entre pas en politique comme on entre en religion — phrase que vient de reprendre, à Lourdes, Mgr Etcheberry, et, aux approches des législatives, on fait, par exemple, des recherches pour mieux connaître ces « entrants » et discerner où ira « le vote des chrétiens » — ainsi l'enquête de H. Tinoq et Y. Pilette dans « la Croix ».

Il y a une question préalable : les chrétiens sont-ils vraiment entrés en politique ? Et si oui, comment ? Mais il faut d'abord préciser la signification du mot « entrer ». L'entrée en religion, dans le grand Robert, est mise sur le même pied que l'entrée dans « l'armée, le commerce, la politique, l'industrie » : il s'agit du sens global : « se mettre dans une situation, une position sociale », c'est-à-dire, s'inscrire dans un ensemble, que ce soit à travers une profession ou une affiliation. On peut donc entrer en politique comme on entre en religion, si religion a le sens d'institution dans laquelle on s'inscrit. Mais, il est vrai que, pour un chrétien, on n'entre pas en politique comme on participe à la vie de foi, ce que M. Madelin précise fort bien à la fin de son livre.

On sait que les Français entrent de moins en moins « en religion », au sens précis de ce terme : la désaffection par rapport à la pratique chrétienne n'est plus à démontrer, elle est un fait. On dira que cela est contrebalancé par le renouveau des croyances, c'est vrai ; mais ce renouveau se fait à l'encontre des institutions, des religions : beaucoup de nos contemporains, et, en particulier, les jeunes, ne veulent plus entrer dans un mouvement ou un parti comme on entrait en « religion », avec ce que celle-ci comportait de portes fermées et de voix inconditionnelles.

Mais en politique ? Y sont-ils entrés, les chrétiens ? Sont-ils sur le seuil ? Les évêques, à Lourdes, ont montré une assez vive préoccupation : que les chrétiens ne se laissent pas absorber par la politique, devenir par elle ; les évêques voudraient que leurs ouailles — au sens théologique, leurs « brebis » — ne succombent pas à la tentation de se laisser trop approcher par le loup, la politique.

Mais les chrétiens sont-ils tellement entrés dans cette tentation ? C'est ce qu'on peut se demander, justement. Bien sûr, il y a les militants : ceux-là sont entrés en politique. Mais la masse des chrétiens ?

« Le Pèlerin » a fait faire l'été une enquête intéressante, par la SORFES ; celle-ci a interrogé l'ensemble des Français, qu'ils soient chrétiens ou de toute

autre conviction : « Comment les Français regardent-ils les catholiques ? Quelles qualités et quels défauts leur voient-ils ? » Les résultats ont été donnés dans le numéro du 30 octobre.

Il est assez piquant de découvrir là le visage des chrétiens, tel qu'il est aperçu, au sujet de notre problème : la politique. On fait cette découverte à travers une question un peu anodine de l'enquête : neuf « qualificatifs » sont présentés et on demande ceux qui, aux yeux des interviewés, s'appliquent le mieux aux catholiques.

Arrivent, en tête, les qualificatifs qui donnent les catholiques comme des êtres qui sont ouverts aux autres et désireux d'une plus grande justice : l'ensemble de ces deux réponses obtient le tiers des suffrages. Ensuite, deux autres qualificatifs : « généreux » et « favorables au progrès social » (entre parenthèses, ces qualificatifs ressemblent assez aux deux premiers : un quart des suffrages).

Ainsi, les chrétiens apparaissent-ils, d'abord, et avant tout, comme des êtres de grand cœur et de bons sentiments, prêts à s'occuper de leur voisin en difficulté et soucieux d'une plus grande équité. Un sondage SORFES (« la Croix » du 15 octobre) montre que les électeurs catholiques veulent se prononcer, aux élections, avant tout, à partir de critères d'équité : 57 % en fonction de la réduction des écarts de salaires, et qu'ils s'intéressent très peu aux réformes de structures.

Mais, « en cauda venenum », voici qu'arrivent, en queue de liste, deux qualificatifs dont la position ne manque pas de faire réfléchir. Le chrétien est vu comme quelqu'un qui est vraiment peu « favorable aux changements ». Et, tout en bas du tableau, nous y voici : la politique ; l'ensemble des Français estime, en effet, que le chrétien est très peu, mais vraiment très peu, « engagé politiquement ». Je n'ose pas citer les chiffres. La petite nombre de chrétiens entrés en politique ne doit donc pas masquer le fait que perçoit bien la population française : le chrétien est majoritairement un être individuel ouvert aux autres mais fermé à l'action collective politique.

Ainsi, la masse des chrétiens n'est pas entrée, elle, en politique. Elle est méfiante, réticente, ignorante, indécise — on emploiera l'adjectif qu'on voudra — devant la politique. Elle est au seuil, ou en retrait, se demande, justement. Bien sûr, il y a les militants : ceux-là sont entrés en politique. Mais la masse des chrétiens ?

(*) Préfète et écrivain.

Nous catholiques communistes

par JEAN GALISSON (*)

Les évêques se refusent à arbitrer nos choix politiques, mais ils ne cachent pas leur réserve vis-à-vis des chrétiens qui militent au parti communiste.

Ils craignent que notre foi ne soit menacée au contact de nos camarades athées, alors que pour nous, chrétiens communistes, c'est déjà dans la société dite libérale que réside la plus grave menace pour la foi : quand l'argent est toujours le premier servi. Dieu peut-il encore avoir sa place ?

Tout la logique du capitalisme est basée sur la possession et le profit et celle du christianisme sur le don et le partage, quel que soit le contraire. Nous sommes actuellement dans un climat de violence, de corruption, de pornographie, de répression syndicale, d'information tronquée et truquée, toutes choses qui sont à l'opposé de nos aspirations chrétiennes. Notre sensibilité chrétienne est révoltée par tous les drames humains qui se cachent derrière chacun de ces quelque 1500 000 chômeurs (mésemployés, familles, dépressions, délinquance des jeunes, dignité bafouée...).

Voilà pourquoi notre engagement est d'abord, et avant tout, une lutte politique pour un changement de société, mais il est en même temps un combat pour que la foi puisse enfin s'épanouir.

Pourquoi choisir le P.C.F. ?

« Pourquoi choisir le P.C.F. plutôt que le P.S. ? », nous demandent-ils souvent. Nous revendiquons le droit de considérer (avec sobriété et un mille autres Français) que le P.C.F. est, pour nous, le parti qui défend le mieux les intérêts des chrétiens de notre peuple. Comme nous travaillons en grande majorité dans la production, nous sommes bien placés pour voir fonctionner ce système d'exploitation de l'homme par l'homme, car nous le subissons tous les jours. Munis d'une analyse scientifique qui permet de comprendre les mécanismes du profit et les manipulations des sociétés capitalistes, nous sommes équipés pour mettre en œuvre des moyens rationnels de lutte pour de vraies transformations économiques-politiques.

Les évêques redoutent que nous n'entrions en politique comme on entre en religion, mais la meilleure façon de ne pas sacrifier à l'absolutisme de la politique n'est-elle pas de militer au sein d'une base dans un parti ? On s'aperçoit alors que si les motivations d'engagement étaient brillantes et libératrices, les tâches journalières sont, par contre, obscures et contraignantes. Comme dit René Audouin : « Le plus difficile n'est pas d'adhérer, mais de rester ». Un évêque vient de rappeler, après Mgr Marty, qu'on ne peut être à la fois bon communiste et bon chrétien, mais c'est poser le problème en termes idéalistes, comme si christianisme et marxisme du P.C.F. étaient deux dogmes figés, deux systèmes fermés.

En réalité, pour nous, communistes français, le marxisme ne peut être un ensemble de dogmes définis une fois pour toutes. Comme théorie de la révolution, il a besoin de se confronter aux situations toujours changeantes. Comme théorie scientifique, il lui faut constamment vérifier ses thèses et les ajuster en fonction de données nouvelles (exemple : abandon de la dictature du prolétariat). Comme philosophie de la praxis, il ne peut poser les questions qu'à partir des luttes de classes et des recherches scientifiques en perpétuelle évolution. De plus, personne ne naît communiste ; on le devient, et ce n'est pas facile d'ajuster la théorie à la pratique (et l'inverse), car nous sommes imprégnés par l'idéologie bourgeoise qui nous est assésée chaque jour par les mass media. Dans ces conditions, qui peut s'affirmer « bon communiste » ?

De même pour la foi au Christ : elle n'est pas un coffre-fort dans lequel on capitalise des vérités éternelles. Avant tout, c'est une vie sur laquelle on ne peut réparer la présence dans notre monde de charbonniers de « Dieu », des catholiques permanents. Qui peut se vanter d'être un « bon chrétien » ?

Il reste cependant que l'athéisme du marxisme continue d'être un obstacle majeur à l'entrée des chrétiens au P.C.F. Il donne à la droite un argument facile qui sera utilisé à fond dans la campagne électorale. Ce n'est pas très marxiste de contribuer à détourner un débat politique en débat religieux, et ainsi favoriser une division qui affaiblit notre combat ! Mais le changement de cap en ce domaine n'est pas facile, car il est vrai que la science marxiste ferme définitivement la porte à des conceptions religieuses qui sont véhiculées et admises par une majorité de chrétiens, alors qu'elle ne sont qu'un humanisme théiste ; mais peut-on être que l'athéisme soit une conséquence logique d'une analyse scientifique quand, à la racine de notre foi, il y a la réalité historique de la vie et de la mort de Jésus ?

Il serait injuste de dire aujourd'hui que le marxisme ne peut pas être ni théiste ni athée, comme le disent les P.C. Italiens et espagnols. Nous continuerons de nous interroger, dans le parti, sur cette question, mais l'urgence est la lutte : est-elle ailleurs ? Il s'agit d'en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme.

(*) Médecin, professeur (Le Havre).

Le parti socialiste et les chrétiens

par PHILIPPE WARNIER (*)

La grande presse aura surtout retenu du récent colloque de Brèche, les 23 et 24 novembre — où « des chrétiens interrogeaient des socialistes » — l'affaire de l'école catholique. Avec une salubre rudesse dans la forme et une grande conciliation sur le fond, François Mitterrand a rappelé les positions de son parti.

Mais il s'est passé quelque chose de beaucoup plus neuf au cours de ces deux journées : pour la première fois, dirigeants et militants du parti socialiste — et parmi eux des nombreux chrétiens — se sont interrogés sur le rôle que le parti pouvait ou ne pouvait pas jouer dans les luttes qui se déroulent au sein des Eglises, sur la réflexion et les analyses qu'il pouvait ou non conduire sur la religion et l'Eglise

considérées dans leur dimension politique.

Beaucoup de militants chrétiens de gauche, dont je suis, se considéraient volontiers, pour reprendre une expression de l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie, comme des « intégralistes » rejoignant d'ailleurs en cela une longue tradition chrétienne. Mais, je puis dire, ils sont « intégralistes » dans les deux sens : c'est-à-dire que, à leurs yeux, rien de ce qui est la politique ne saurait échapper au regard de la foi, à la critique de l'Evangile, à la signification religieuse. Et, en même temps, ils de ce qui constitue la religion et les Eglises ne saurait échapper à un jugement politique : ce qui veut pas dire que religion et Eglise se réduisent à ce que l'analyse politique est capable d'en dire.

Une double requête

Ces militants chrétiens de gauche ont donc une double requête à adresser : à leur Eglise et à leur parti.

A l'Eglise, ils demandent d'accepter que l'expérience historique du socialisme (qui vit et vit toujours) puisse transformer, voire bouleverser la théologie, le discours éthique, les pratiques sociales de l'Eglise. Comment pourraient-ils, par exemple, lutter partout pour l'autogestion... sauf dans leur Eglise. Ils lui demandent aussi d'avoir le courage de mesurer le poids de l'idéologie bourgeoise qui pèse encore sur elle, les cautions qu'elle donne encore au pouvoir capitaliste.

A leur parti, ils demandent à la fois :

— D'accepter le questionnement évangélique dans une pratique politique socialiste : comment dépasser la violence, résister aux tentations du pouvoir, prendre en compte les exclus, etc. ;

— D'analyser le phénomène reli-

gieux et le rôle social des Eglises comme un fait politique à ne pas négliger, et soutenir les efforts de socialistes chrétiens qui luttent pour dissocier la foi chrétienne de l'idéologie dominante.

Devant cette requête, certains responsables du parti restent médusés ou perplexes, et le pensent qu'on entendrait leurs raisons et dépasser une opposition dont le dialogue n'a été mené sous les auspices de Brèche montre qu'elle n'est pas irréductible.

La foi, dit par exemple Roger Fajardie, est une affaire privée, expression malheureuse pour les chrétiens, dans la mesure où une fois sans dimension sociale leur paraît délaissée. Mais s'il s'agit de repenser la stricte et féconde laïcité socialiste, le respect des convictions intimes des individus, le respect de toute obédience du parti vis-à-vis des Eglises (et réciproquement), mise en garde est acceptable même nécessaire.

La définition du combat

De même, lorsque Jean Popperin indique que le parti ne saurait prendre en charge les luttes des chrétiens dans leur Eglise, il énonce une vérité de bon sens, et, lorsqu'il rappelle que l'avant-garde des chrétiens de gauche ne doit pas faire oublier les masses chrétiennes conservatrices ni la hiérarchie, il met le doigt sur une contradiction réelle : à long terme, la lutte idéologique dans les Eglises peut être payante ; à court terme elle peut être électoralement dangereuse en haussant des convictions profondément ancrées. C'est là d'ailleurs, peut-être, l'indiquer que la stratégie des chrétiens de gauche dans leur Eglise doit être une stratégie de masse, en évitant la marginalisation.

Mais que demandent les militants chrétiens socialistes à leur parti ? Simplement ceci : qu'il aide ses membres — croyants ou non — à analyser politiquement ce phénomène politique qu'est le fait religieux (pour reprendre une expression de Marie-

Thérèse Eyquem). Qu'il incite ses militants à ne pas désorienter le front de l'idéologie religieuse. Qu'il soit un lieu d'échange où les expériences de lutte puissent être confrontées et analysées en fonction de la stratégie globale du parti. Que par là il prenne position sur certains problèmes qui se trouvent à la frontière du politique et du religieux.

Ce travail sera de nature à aider les militants chrétiens socialistes dans une tâche que François Mitterrand, au cours du colloque, leur a discrètement indiquée : montrer à leurs frères croyants et à leurs Eglises qu'ils veulent être logiques avec la morale évangélique du justice et de la charité, et les ne peuvent pas ne pas s'attaquer aux structures économiques et sociales qui étouffent l'injustice et la haine. N'est-ce pas la définition du combat socialiste ?

(*) Ancien animateur de Vie sociale.

La confusion entre foi et politique

par GÉRARD BRISSÉ (*)

La confusion entre foi et politique — éternel débat ! — est sans aucun doute l'une des causes fondamentales du désordre, plus apparent que réel, du christianisme. Etre chrétien implique un état de conscience, ressentiment et vision, strictement personnel ; l'attitude du chrétien à l'égard de l'autre et de la société dans laquelle il vit ne peut lui être dictée, voire imposée, de l'extérieur. C'est la raison pour laquelle toute tentative de remodeler la conscience de l'homme à partir de la transformation autoritaire des structures sociales est vouée à l'échec. En tout état de cause, la démarche est utopique, voire dangereuse, qui consiste à vouloir assurer le salut des hommes, des tous les hommes, malgré eux.

Le Christ a donné à l'homme sa dimension cosmique et a édité un certain nombre de règles de vie, donc de sagesse, que l'on retrouve dans la plupart des religions dites monothéistes, le bouddhisme en amont comme la mahométisme en aval, pour ne citer que ces exemples : Tu ne tueras point, tu respecteras ton prochain et tu honoreras ton père et ta mère, etc. — il a dit aux Tétrarques : « Ne soyez ni consensuels ni sceptiques à l'égard, mais efforcez-vous de suivre la voie du milieu, qui est

« Etre dans le monde sans être du monde. » Telle est l'attitude du chrétien selon saint Jean. Etre dans le monde signifie que la personne qui se veut fidèle au message ne peut se contenter dans un comportement spécifiquement individualiste : l'individu n'existe pas ; il n'acquiesce la dimension de personne que par l'existence en société, par l'engagement quotidien au cœur d'une communauté ; l'existence chré-

tienne libère l'homme des assommes de la transcendance, c'est-à-dire le dépassement permanent de soi-même, qui doit imprimer sa marque à la communauté tout entière, dans le sens d'une transformation, voire d'une transfiguration.

Le socialisme pour la personne d'inspiration chrétienne procède d'une constatation bien simple, à savoir qu'aucune société, aucune civilisation humaine n'a pu survivre, voire subsister, sur la base de la violence, de la haine, de l'injustice, de l'indignité sociale. Le socialisme — en création et en renouvellement incessant, affirme donc son identité et sa vocation spécifiques à côté des autres courants du socialisme, et les transcende.

Le chrétien n'est pas pour autant du monde. L'ordre social, si proche soit-il de sa conscience, ne saurait être en lui-même spécifiquement chrétien, sinon créé et administré par Dieu lui-même. Tout ce qui peut faire les chrétiens, c'est de se rassembler pour tenter de trouver une sorte de plus petit commun multiple qui soit la projection idéale, métaphysique, d'une société se rapprochant le plus possible de leurs convictions à la lumière de leur foi. Mais dès lors que cette société est structurée, organisée, le chrétien adopte à son égard une attitude permanente et phénoménologique de recul critique. Il doit prendre la mesure, selon les critères d'une saine rationalité, du rapport existant entre des structures codifiées et codifiées, l'impact de la volonté humaine et des finalités qui nous dépassent.

Telle est la position, originale, mais encore trop peu connue, du Parti de la Jeune République, qui rassemble une majorité de militants d'origine et de conviction chrétiens adoptant à son égard une attitude confessionnelle ou décalée et se proclame laïc.

Leurs catégories et dé-

finir y compris dans les régions qui s'affirment marxistes.

A la limite, chrétiens et marxistes ne peuvent se résoudre qu'à coexister dans le respect mutuel de leurs certitudes respectives, dans leurs efforts conjoints pour parvenir à la libération de l'homme — efforts que peuvent rejoindre sur certains points précis de revendication sociale.

Les Eglises ont manifestement leur part de responsabilité dans le déclin de la chrétienté ; elles eurent trop tendance, de la Sainte Inquisition aux plus modernes oustacheries, à mêler le salut de l'individu à la poursuite de la puissance, à l'accumulation des richesses, à la conquête de la terre, à la conquête du ciel. Elles pointent chez aujourd'hui des siècles de compromissions. Lorsqu'elles auront dépouillé ce fardeau honteux, quand se seront évanouies les dernières velléités de fonder l'ordre social sur la prétention à l'immortalité, lorsque le temps aura effacé tout ce qui pousse des gros traits sur un supposé compromis entre Dieu et César, il restera, planté dans le sol, le message, parce qu'il s'inscrit à la vie, parce qu'il est la Vie.

هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

L'IMBROGLIO DIPLOMATIQUE AU PROCHE-ORIENT

Tandis que la conférence du refus regroupant les adversaires du président Sadate se poursuit à Tripoli, le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, arrivé à Londres vendredi 2 décembre en fin de matinée, a été accueilli par M. David Owen, chef de la diplomatie britannique. M. Begin a déclaré qu'il apportait « la suggestion de renouveler l'engagement signé entre les peuples britannique et juif le 2 novembre 1917 ». Le chef du gouvernement israélien faisait allusion à la déclaration Balfour dans laquelle le gouvernement britannique se prononçait en faveur de l'établissement d'un foyer national pour le peuple juif.

Les entretiens de M. Begin avec son collègue britannique, M. James Callaghan, commenceront samedi soir. Les dirigeants britanniques, qui ont approuvé la visite en Israël de M. Sadate, ont convoqué pour le 13 décembre par le président égyptien, à condition toutefois qu'il s'agisse uni-

quement d'une réunion préparatoire à la conférence de Genève.

● A MOSCOU, M. Tarek Aziz, membre de la direction du parti Baas au pouvoir en Irak, a remis vendredi un message du chef de l'Etat irakien, le président Bakr, à M. Leonid Brejnev, qui l'a reçu en présence de M. Gromyko, ministre des affaires étrangères, a annoncé l'agence Tass. L'agence indique que, au cours de cet entretien, M. Brejnev a souligné la continuité de la politique étrangère de l'U.R.S.S. en ce qui concerne « l'appui à la lutte des peuples arabes pour la libération totale des territoires occupés par Israël et contre les menées de l'impérialisme arabe de promouvoir une paix démocratique durable dans le Proche-Orient ».

● A WASHINGTON, l'ancien secrétaire d'Etat américain, M. Kissinger, s'est déclaré « optimiste » vendredi quant à la situation au Proche-Orient et a loué la « très grande initiative » du président Sadate. Il a indiqué que,

pour sa part, il était en faveur d'un accord séparé israélo-égyptien à l'issue de la prochaine conférence du Caire, bien qu'il eût préféré un règlement global. Il a ajouté que, « si la paix paraissait possible », la Syrie accepterait de se joindre aux négociations.

● AU CAIRE, le président somalien, M. Siyad Barre, et la délégation qui l'accompagnait, ont achevé vendredi une visite de deux jours et sont partis pour Abou-Dhabi. Le chef de l'Etat somalien s'était rendu à Ismaïlia, où il a rencontré le président Sadate. Ce dernier a accordé de son côté, vendredi, une interview à l'hebdomadaire ouest-allemand « Der Spiegel », dans laquelle il déplore l'influence exercée sur l'O.L.P. par la Syrie, la Libye, l'Irak et l'U.R.S.S., qui « se tient, dans une certaine mesure, derrière tout cela ». Le président égyptien assure que « l'année 1978 serait l'année décisive, au cours de laquelle le conflit israélo-arabe sera définitivement éliminé ».

● A JERUSALEM, on fait état, de source proche du ministère des affaires étrangères, d'un projet de traité de paix qui serait soumis à la conférence du Caire par la délégation israélienne. Il serait fondé sur deux principes : pas de retour aux lignes d'avant la guerre de 1967 et fixation des frontières « défendables » pour Israël.

● A NEW-YORK, à l'issue d'un débat qui a duré une semaine, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté, vendredi, deux résolutions sur la Palestine. Nous citons notre correspondant. La première a été adoptée par 100 voix contre 12 et 29 abstentions, dont celle de la France. Ce texte se prononce en faveur de la réintégration des Palestiniens dans leurs foyers en deux étapes et de la création d'une entité palestinienne indépendante. La deuxième résolution a été adoptée par 95 voix contre 20 et 26 abstentions, dont celle de la France. Elle prie le secrétaire général de créer un « service spécial des droits palestiniens ». — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)

Les résolutions 242 et 338 de leur contenu.

« L'offre est tentante, disait-on dans l'entourage de la délégation irakienne, mais elle est inacceptable sans de sérieuses garanties. » La méfiance qui sépare les deux pays gouvernés par des ailes rivales du parti Baas étant considérable, on doutait encore samedi matin que le gouvernement de Bagdad puisse souscrire à un tel marché.

Les présidents Houmedane et Kadafi — très actifs dans les coulisses — ne désespèrent pas pour autant de dégager une formule de compromis qui ouvrirait la voie à la constitution d'un front que l'on refuse ici de qualifier de « résistance » (moukawama, en arabe). Chacun se rend compte, en effet, des modestes moyens dont dispose, pour le moment, les Etats qui entendent s'opposer au « courant capitaliste » dans le monde arabe. C'est pourquoi un terme plus modeste, celui de « mouvement », qui signifie « tenir bon » — a été choisi pour désigner la rencontre de Tripoli. Encore plus prudent, M. Bouteflika, ministre algérien des affaires étrangères, estime que le mérite de cette conférence est d'être celle de « la réflexion et de l'analyse ».

Si les efforts des médiateurs devaient être couronnés de succès, la conférence reprendrait ses travaux dans une quinzaine de jours. Bagdad, ce serait la consécration de la réconciliation arabo-irakienne et, par conséquent, des modèles de l'O.L.P. avec les maximalistes du front du refus. Ainsi s'ouvrirait une nouvelle phase dans le conflit du Proche-Orient.

ERIC ROULEAU.

AMÉRIQUES

Bermudes

L'état d'urgence est proclamé à la suite de violentes émeutes

Hamilton (A.P., Reuter, U.P.I.). — Le gouverneur des Bermudes, Sir Peter Ramsbotham, a déclaré, le vendredi 2 décembre, l'état d'urgence et le couvre-feu sur le territoire de la colonie britannique.

Cette mesure a été prise au lendemain des émeutes qui ont eu lieu à Hamilton, la capitale, quelques heures avant l'exécution de deux Noirs déclarés coupables d'assassinat. Erskine Burrows, trente-trois ans, était accusé d'avoir tué, en 1973, Sir Richard Sharples, alors gouverneur des Bermudes, son adjoint et un commissaire de police. Larry Jackson, vingt-cinq ans, le second condamné à mort, était accusé du meurtre de deux employés d'un supermarché, commis lors d'un hold-up en 1972.

Le parti travailliste des Bermudes (P.L.B., opposition) avait demandé la grâce des deux condamnés, et avait appelé à des manifestations en leur faveur. La reine d'Angleterre, néanmoins, avait refusé la grâce, sur la recommandation de M. David Owen, ministre des affaires étrangères britannique.

Des jeunes gens de couleur ont à nouveau manifesté dans la nuit de vendredi à samedi à Hamilton, en violation du couvre-feu. Des usines et des magasins ont été attaqués à coups de cocktails Molotov, et la police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser la foule.

Les Bermudes, colonie britannique qui dispose d'une large autonomie interne en vertu de la Constitution de 1966, comprennent trois cent cinquante îles — d'une superficie de 53 kilomètres carrés — situées à environ 1 000 kilomètres au large de la Caroline du Sud (Etats-Unis). Vingt sont habitées par environ cinquante-à-cinq mille personnes, dont les deux tiers sont noirs. Le parti majoritaire, United Bermuda Party, est partisan de la libre entreprise et de la coopération entre les races. Le premier ministre est M. David Gibbons. Le Progressif Labor Party, pour sa part, réclame l'indépendance.

Les principales ressources des Bermudes sont le tourisme, la pêche à la langouste et les « royalties » payées par les compagnies qui y ont installé leur siège social : la colonie est, en effet, un « paradis fiscal ». Une importante base américaine y est également installée. Des émeutes à caractère racial avaient déjà eu lieu en 1968, en 1972 et en 1973.

Argentine

L'état de siège sera maintenu

Buenos-Aires (A.F.P., Reuter, U.P.I.). — L'état de siège, instauré en Argentine le 6 novembre 1976 par le gouvernement d'Isabel Peron, et maintenu après le coup d'Etat militaire du 24 mars 1976, ne sera pas levé dans un proche avenir, a déclaré le ministre argentin du plan, le général Diaz Bossone. M. Bossone, considéré comme un véritable porte-parole officiel du gouvernement, a précisé, au cours d'un voyage en province, que les causes de l'insécurité de l'état de siège n'avaient pas disparu. Dès le début de la semaine dernière, le ministre de l'Intérieur avait indiqué que la démocratie serait rétablie « dans dix ans », tandis que, quelques jours plus tard, le président Videla avait souligné qu'il était « peu prudent » de fixer une date pour un retour à un gouvernement civil en Argentine.

Cependant, plusieurs attentats ont eu lieu le vendredi 2 décembre dans la capitale et ses environs. Deux policiers sont

morts et un troisième a été grièvement blessé alors qu'un groupe d'hommes attaquaient la résidence d'un cadre supérieur de la société Chrysler dans une localité proche de Buenos-Aires. Il y a un mois et demi, un attentat à la bombe au domicile d'un autre dirigeant de Chrysler avait fait deux morts. Trois responsables de la compagnie automobile américaine — qui emploie quatre mille cinq cents personnes en Argentine — ont été tués l'an dernier par la guérilla.

La police fait état d'autres attentats, ces derniers heures, contre des concessionnaires de Ford et de Mercedes. On apprend, enfin, qu'un millier de policiers argentins ayant commis des fautes de toute nature dans l'exercice de leurs fonctions sont actuellement jugés par un tribunal civil de Santa-Fé, à 400 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires. Les actes qui leur sont reprochés vont de la négligence dans le service à des fautes graves dans l'accomplissement de leur devoir.

Les tractations laborieuses de Tripoli

(Suite de la première page.)

Ces derniers — en particulier le Dr Georges Habache, leader du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.) — se sont appliqués à démontrer que l'esprit de conciliation manifesté par ceux qui ont accepté la résolution 242 du conseil de sécurité (1), ne pouvait conduire qu'à la « trahison » du président Sadate. A partir du moment où l'on accepte le principe de l'existence d'Israël, de la négociation de Genève, ont-ils soutenu, on glisse sur la pente de la capitulation. La démarche du chef de l'Etat égyptien était, dès lors, « dans la logique des choses ».

Allant au-delà des considérations générales, le Dr Habache a exposé un plan d'action prévoyant la coordination des efforts arabes en vue d'une longue guerre qui déboucherait sur le démantèlement de l'« entité sioniste ». M. Taher el Jizrawi a fait valoir pour sa part, qu'il serait insensé, voire « à la limite », de la part de son gouvernement, de « sacrifier la vie de milliers de combattants » pour seulement améliorer la position de la Syrie dans de futures négociations avec Israël. L'Irak, a-t-il répété avec insistance, est

prêt à mettre toutes ses ressources, militaires, financières et économiques, à la disposition des dirigeants arabes à la seule condition que ces derniers résistent à la résolution 242 et s'engagent à libérer toute la Palestine des « envahisseurs sionistes ».

M. Arafat sur la défensive

Les partisans d'un règlement de compromis ont riposté avec des arguments jugés par eux convaincant par leurs adversaires. Il faut dire que la conjoncture actuelle au Proche-Orient ne leur aide guère à donner quelque crédibilité à leurs propos. M. Yasser Arafat, par exemple, a bien admis qu'il n'existait aucune chance qu'Israël rende aux Palestiniens la Cisjordanie et Gaza. Mais il s'est retranché derrière une décision du conseil national palestinien prise en 1974 pour expliquer sa détermination persistante d'œuvrer en faveur de l'établissement d'un mini-Etat sur ces territoires. Il s'était opposé auparavant, mais vain, à la décision de donner la parole au Dr Habache. S'il est vrai, s'était-il exclamé, que l'O.L.P. ait été reconnue par tous les pays arabes comme le seul représentant légitime du peuple palestinien et que lui-même demeurait le président de cette organisation, il ne comprenait pas pourquoi on autorisait un désaccord comme le chef du F.P.L.P. à exprimer des vues contraires à celles de la direction de la centrale des fedayins. Le président Kadafi, le source aux livres, écrits sans explications ces objections véhémentes.

Tout aussi isolé que M. Arafat,

A TRAVERS LE MONDE

Berlin-Ouest

● DES POURSUITES JUDICIAIRES ont été engagées, vendredi 2 décembre, à Berlin-Ouest, contre douze professeurs des universités de la ville et contre deux avocats à la suite de la diffusion d'une « néo-chronologie » approuvant l'assassinat de Siegfried Buback, l'ancien procureur général tué le 7 avril dernier par des extrémistes à Karlsruhe. Le parquet de Berlin-Ouest a demandé que les intéressés soient inculpés d'incitation à la violence, d'offense à l'état et de diffusion de la mémoire d'un défunct. — (A.F.P.)

Cuba

● DEUX MEMBRES DEMOCRATES DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS AMERICAINE, MM. Frederick Richmond (New-York) et Richard Nolan (Minnesota) ont annoncé jeudi 1^{er} décembre un voyage de cinq jours à Cuba. Ils sont porteurs d'un message du président Carter aux dirigeants cubains dans lequel celui-ci indique que les Etats-Unis « sont désireux et prêts à entamer pas à pas des négociations officielles à un haut niveau (avec Cuba), mais que cela doit inclure un retrait progressif des troupes cubaines du continent africain ». — (A.F.P.)

Danemark

● LE PARLEMENT DANOIS a adopté, vendredi 2 décembre, par cent vingt voix pour, vingt-cinq contre et vingt abstentions, la loi pour l'élection directe de députés danois au Parlement européen. Les trois partis d'extrême gauche (communiste, socialiste et gauche et socialiste populaire) et le petit parti bourgeois géorgiste se sont opposés à cette loi. Les neuf abstentions étaient celles des socialistes-démocrates anti-C.B.E. L'un des seize députés sera élu au Groenland. — (A.F.P.)

Etats-Unis

● LE REVENU ANNUEL D'UNE FAMILLE AMERICAINE DE QUATRE PERSONNES a été au moyen de 14 094 dollars (1 dollar = 485 F) en 1975, soit une progression de plus de 4 000 dollars par rapport à 1970, indique une enquête du Bureau de la population recensement de Washington le mercredi 30 novembre. — (A.F.P.)

République démocratique allemande

● LE DIOCESE DE L'EGLISE PROTESTANTE DE MAGDEBOURG critique l'attitude des autorités est-allemandes envers les candidats à l'émigration. Dans un rapport diffusé vendredi 2 décembre, la direction du diocèse relève que ces autorités qualifient « d'égales » les demandes de visa d'émigration présentées par des ressortissants est-allemands, ce qui « a pour effet de faire naître chez les intéressés un sentiment d'arbitraire et d'insécurité ». Le rapport demande également au gouvernement de faciliter les possibilités de voyage dans les pays occidentaux, ainsi qu'une plus grande liberté de religion et de conscience en R.D.A., surtout dans les établissements d'enseignement, « afin qu'il soit plus facile à nos compatriotes de dire qu'ils aiment volontiers vivre en R.D.A. avec leurs enfants ». — (A.F.P.)

Roumanie

● LE PRESIDENT TITO ET M. CEAUSCESCU ont présidé, samedi 3 décembre, la cérémonie d'ouverture du chantier de la seconde tranche des travaux d'un système hydro-énergétique et de navigation sur le Danube. La première tranche est exploitée depuis 1972. — (Corresp.)

Suisse

● LES ÉLECTEURS SUISSES devaient se prononcer, dimanche 2 décembre, sur quatre projets soumis à référendum : deux portant sur les finances publiques et les assurances sociales, un sur le statut légal et le quatrième réaménageant l'usage de la procédure d'initiative populaire. Ce dernier texte est en fait celui d'une loi votée en 1976 par le Parlement, et dont la gauche conteste l'une des clauses. — (Corresp.)

● M. PIERRE GRABER, ministre des affaires étrangères helvétique, a prononcé, jeudi soir 1^{er} décembre à Lausanne, un discours qui, une semaine avant son départ du gouvernement (le Monde du 1^{er} octobre), apparaît comme son testament politique. M. Graber a notamment plaidé en faveur de l'entrée de la Suisse aux Nations unies. « L'ONU est une très grande entreprise qui a de belles réussites à son actif, et ce que l'on a de la peine à admettre chez nous, aussi dans le domaine de la paix et de la sécurité, a-t-il estimé, elle est le symbole de la volonté des peuples du monde de chercher en commun un avenir meilleur. (...) Il serait contraire à la position de la Suisse dans le monde, ainsi qu'à ses intérêts, mais aussi à ses traditions, de rester à l'écart. » — (A.F.P.)

Tanzanie

● LES VICE-PRESIDENTS LE TANZANIE ET DU KENYA ont engagé, à Zanzibar, des négociations sur la question de la frontière entre les deux pays, que la Tanzanie a unilatéralement fermée en février dernier, a-t-on annoncé récemment à Dar-Es-Salam (Tanzanie). — (A.F.P.)

Union soviétique

● UNE CONFERENCE IDEOLOGIQUE, consacrée aux problèmes de l'éducation communiste, a été ouverte, vendredi 2 décembre, à Moscou par le message de M. Brejnev. Le chef du parti et de l'Etat soviétique a déclaré « l'homme nouveau » comme « un patriote ardent, internationaliste, combattant actif pour le communisme et la paix sur la terre ». — (A.F.P.)

● M. SAKHAROV a annoncé, le jeudi 1^{er} décembre, que l'Académie des sciences, dont il est membre, refuse de le délivrer le certificat qui doit servir à l'émigration des Soviétiques désireux de se rendre à l'étranger. L'académicien, comme « un patriote ardent internationaliste, combattant actif pour le communisme et la paix sur la terre ». — (A.F.P.)

● M. SAKHAROV a annoncé, le jeudi 1^{er} décembre, que l'Académie des sciences, dont il est membre, refuse de le délivrer le certificat qui doit servir à l'émigration des Soviétiques désireux de se rendre à l'étranger. L'académicien, comme « un patriote ardent internationaliste, combattant actif pour le communisme et la paix sur la terre ». — (A.F.P.)

● M. SAKHAROV a annoncé, le jeudi 1^{er} décembre, que l'Académie des sciences, dont il est membre, refuse de le délivrer le certificat qui doit servir à l'émigration des Soviétiques désireux de se rendre à l'étranger. L'académicien, comme « un patriote ardent internationaliste, combattant actif pour le communisme et la paix sur la terre ». — (A.F.P.)

A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde

présente une

Sélection hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien. Numéro spécimen sur demande.

politique

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL ET LE MEURTRE D'UN ALGÉRIEN A PARIS

Le président du Togo est convaincu que les otages français se « portent bien »

Une colonne du Front Polisario a attaqué vendredi 2 décembre la base de Bou-Lanour, située le long de la voie ferrée Zouérate-Nouadhibou, à 90 kilomètres au nord-est du port minéralier, qu'elle alimente en eau potable, a-t-on appris à Nouadhibou de sources informées.

Cette attaque a fait, selon un premier bilan provisoire, huit blessés parmi les militaires mauritanien et une dizaine de « morts et blessés observés » dans les rangs du Polisario. Aucun travailleur du Complexe minier du nord (COMINOR), exproprié au meurtre, n'a été touché. Deux réservoirs d'eau ont été endommagés, mais le château d'eau et la centrale électrique sont intacts. L'approvisionnement en eau de Nouadhibou a été cependant interrompu « par mesure de sécurité » et n'était pas encore rétabli dans la soirée. La circulation des trains militaires entre Nouadhibou et Zouérate, interrompue le 26 octobre, n'a toujours pas repris.

D'autre part, le général Eyadéma, président du Togo, a déclaré vendredi, dans une déclaration « officielle » dans une édition de l'Agence France-Presse, en réponse à l'assassinat de certains otages par les marocains d'Alger (...). Nous aidons la libération de tous nos compatriotes avant dix heures. Passé ce délai, la situation des Algériens en France deviendra intenable. » (1)

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, « dénonce », dans une lettre au président de l'Amicale des Algériens en Europe, l'« inadmissible complaisance du pouvoir giscardien pour les auteurs de ces crimes ».

(1) Il s'agit de M. et Mme Fichet qui ont été tués le 26 octobre à Zouérate au cours d'une attaque du Front Polisario (« Le Monde » du 3 mai).

Un grand nombre d'organisations condamnent ce « nouveau crime raciste »

Le meurtre du gardien de l'Amicale des Algériens en Europe, tué vendredi 2 décembre, vers 9 h. 30, au siège de cette association, situé au 23, rue Louis-le-Grand, à Paris-2*, a été revendiqué par une organisation qui s'intitule « Delta », en référence au nom que se donnaient les commandos O.A.S. (nos dernières éditions). C'est un « nouveau crime raciste », a indiqué « Delta » en téléphonant à l'Agence France-Presse, en réponse à l'assassinat de certains otages par les marocains d'Alger (...). Nous aidons la libération de tous nos compatriotes avant dix heures. Passé ce délai, la situation des Algériens en France deviendra intenable. » (1)

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, « dénonce », dans une lettre au président de l'Amicale des Algériens en Europe, l'« inadmissible complaisance du pouvoir giscardien pour les auteurs de ces crimes ».

(1) Il s'agit de M. et Mme Fichet qui ont été tués le 26 octobre à Zouérate au cours d'une attaque du Front Polisario (« Le Monde » du 3 mai).

crimes xénophobes et racistes » et assure les travailleurs algériens du soutien de son parti « pour exiger que soient immédiatement recherchés et châtiés les coupables et qu'il soit mis un terme à l'intolérable campagne anti-algérienne qu'on essaie de développer ».

Un grand nombre d'organisations ont déjà condamné, en termes largement identiques, « ce nouveau crime raciste », ainsi que le qualifie la Fédération de l'éducation nationale (FEN), la C.G.T. et la C.F.D.T. expriment leur « crainte » et leur « indignation » devant ce crime, qui leur semble être le signe d'une montée du racisme en France. « Les mesures gouvernementales demandant le renvoi massif des immigrés, affirme la C.G.T., les rendent ainsi responsables du chômage, — outre leur caractère injuste et inhumain, fournissent des prétextes à ces scandaleuses campagnes racistes et xénophobes. »

La C.F.D.T. rappelle « la longue suite de crimes dont les Algériens ont été victimes ces dernières années et dont la quasi-totalité est restée impunie », et « s'adresse au gouvernement

Centrafrique

Le couronnement du 4 décembre

L'amnistie impériale ne s'appliquera pas aux prisonniers politiques

A l'avant-veille de son couronnement, l'empereur Bokassa Ier a été, vendredi 2 décembre, l'invité de Jacques Chancel à l'émission « Radioscopie » de France-Inter. Écoutant entre le « je » et le « nous » de majesté, le nouveau souverain, seul chef d'Etat au monde à exercer le droit de vote hors de son pays du fait de sa double nationalité, Bokassa Ier a révélé qu'il voterait pour la majorité aux élections législatives françaises. Il constate qu'il y a, dans sa carrière et son destin, « quelques choses de divins ». D'au-

Touam-Bona, a appelé la population à « célébrer dans l'indépendance le couronnement de ses propres ambitions politiques ». Vingt-quatre mille bouteilles de grands crus destinées aux banquets officiels ont été expédiées vendredi de Beausse sur Bangui.

Le cérémonial du sacre sera largement basé sur le couronnement de Napoléon Ier. L'empereur Bokassa est un fervent admirateur de Napoléon et des oriflammes or et blanc portant la lettre B, mais ressemblant au fanion personnel de Napoléon, pendant un peu partout dans Bangui.

Parallèle

M. Robert Galley, ministre de la coopération, qui devait quitter, ce samedi 3 décembre, Paris pour Bangui à la tête d'une délégation française au couronnement de l'empereur Bokassa Ier, a exprimé, vendredi, à Radio Monte-Carlo, son opinion sur l'événement. « Personnellement, je trouve parfaitement anormal, a-t-il dit, de critiquer ou qu'on va passer à Bangui et de trouver très bien la cérémonie du jubilé de la reine d'Angleterre. Cela s'apparente au racisme ».

tre part, il s'est dit décidé à accorder une amnistie à l'occasion de son sacre, « mais pas pour les prisonniers politiques ».

Un Boeing-707 spécial a quitté vendredi Paris pour Bangui avec les invités du souverain parmi lesquels figurent M. Jourdain, le ministre marocain des affaires étrangères et une délégation de Chine populaire. Le même jour, le ministre d'Etat centrafricain chargé du secrétariat général du gouvernement, M. Zanfir,

Lundi, des unités de l'armée centrafricaine, entraînées par des officiers français, défilent dans la capitale. Les festivités se termineront par la finale d'un tournoi impérial de basket-ball. Mais l'événement le plus spectaculaire sera peut-être le bal impérial qui aura lieu dans la soirée de dimanche, après le couronnement.

Le faste et le luxe déployés pour le couronnement ont été chiffrés par certains commentateurs à environ 100 millions de francs. A ceux qui s'interrogeaient sur ces dépenses considérables élevées par rapport au niveau de vie de la population centrafricaine, l'empereur a répondu : « On ne peut pas ordonner une grande histoire sans sacrifices ». Si l'est impossible d'établir le coût exact de la participation populaire aux festivités du couronnement, on peut chiffrer à quelque 3 millions de francs le montant des « chèques cadeaux » que la colonie libanaise de Beyrouth, l'ambassade de Corée du Sud, trois sociétés diamantifères occidentales et d'autres associations locales ont fait parvenir à l'empereur. Quant au reste, il semble s'inscrire au chapitre des « secrets d'Etat ».

ÉMOTION A ALGER

De notre correspondant

Alger. — L'attentat contre l'Amicale des Algériens en Europe a provoqué une très vive émotion en Algérie. La radio lui a consacré la première place, avant même le « sommet » de Tripoli. Il est vrai que l'homme de la rue est toujours particulièrement affecté du meurtre d'un compatriote par un commando raciste anti-algérien. La population ressent d'autant plus vivement ce geste que la communauté française en Algérie, forte de cinquante mille personnes, n'a jamais été inquiétée, en dépit de la tension politique entre Paris et Alger, et qu'elle n'a cessé de poursuivre ses activités dans un climat de sécurité et même de sympathie au niveau des relations humaines et personnelles.

Les manifestations de rue, qui ont eu lieu récemment dans la capitale, ont dénoncé la politique

de Paris à l'égard du Sahara occidental, mais à aucun moment elles n'ont visé le peuple français ou les citoyens travaillant en Algérie.

En privé, les autorités s'inquiètent de cette flambée de racisme. Elles notent que la multiplication des déclarations officielles depuis le mois de mai, qui rejettent sur l'Algérie la responsabilité dans l'affaire des disparus de Zouérate, a conduit à créer un tel climat. Elles se demandent aussi si la « dramatisation » provoquée par le « conseil de crise » de l'Elysée, fin octobre, n'a pas contribué à l'éclosion de ces « forces obscures » que le pouvoir aura du mal à maîtriser et qui risquent de provoquer l'irréversible.

Les autorités expliquent que pendant la guerre de libération elles ont vigoureusement réagi lorsque des pays frères ont cherché à exorcer une quelconque tutelle sur le F.L.N. et qu'elles sont logiques avec elles-mêmes en refusant d'exercer aujourd'hui des pressions sur le Polisario, comme le souhaiterait Paris. Elles ajoutent qu'elles font savoir au gouvernement français, de même qu'elles ont fait un certain nombre de gestes de bonne volonté pour détendre l'atmosphère, notamment en informant M. Giscard d'Estaing que les disparus étaient sains et saufs.

On note aussi que les dirigeants du Front Polisario ont prouvé, à maintes reprises, qu'ils ne tentent pas nécessairement compte de l'avis des autorités algériennes et qu'ils ont leur autonomie à l'égard d'autres mouvements de libération qui ont été soutenus par l'Algérie.

Les diplomates français en poste en Algérie savent tout cela, soulignent-ils, et ils n'ont pas à manquer d'en informer leur gouvernement.

L'attentat contre l'Amicale des Algériens en Europe a également été ressenti par la communauté française, qui observe avec inquiétude la dégradation des rapports entre Paris et Alger et s'interroge sur l'avenir de la coopération bilatérale.

PAUL BALTA.

« EL MOUDJAHID » : un climat propice.

Mettant en cause la responsabilité du gouvernement français, El Moudjahid, écrit ce samedi 3 décembre :

« Le climat propice à la « rationalité » a été favorisé par le grossissement démesuré de l'armée des Français de Zouérate dont on a tenté de faire retomber toute la responsabilité sur l'Algérie. Les dernières déclarations de M. de Guiringaud, ministre français des affaires étrangères, indiquent bien que la France officielle ne s'est pas encore départie de sa politique de provocation et d'appel au meurtre des Algériens. »

« Personne ne peut être tenu responsable de ce qui s'est passé à Zouérate : les ténorables non-hués dont ont bénéficié des assassinats d'Algériens, les enquêteurs policiers qui n'ont pas pu empêcher l'assassinat de l'Algérien, les facteurs incrimés et l'assassinat de nos compatriotes immigrés. Plus, la police française en refusant d'ouvrir la porte des alibis de l'Amicale s'est rendue complice du meurtre de Sebti Laid. »

De son côté, M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a dit qu'il « consterner » par un verdict après lequel il sera définitivement impossible de faire confiance au pouvoir judiciaire africain.

« Les mêmes plus de pouvoirs que les conseils municipaux des villes blanches, puisqu'ils pourront s'occuper de leurs problèmes d'éducation, et dans une certaine mesure, d'hygiène. » Ces « gouvernements » autonomes ne seront pas mis en place avant 1978. Le premier ministre a refusé d'envisager, même à long terme, le vote pour tous dans une Afrique du Sud multiraciale.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Soixante mille adhérents

L'Amicale des Algériens en Europe a succédé, au lendemain de l'indépendance, à la puissante fédération de France du F.L.N., dont elle n'a jamais atteint l'audience. Ses dirigeants avancent actuellement le nombre de soixante mille adhérents. L'Amicale, qui n'est pas officiellement reconnue par le pouvoir public, compte également des membres dans les deux Allemagnes, en Belgique et en Suisse. Mais c'est surtout en France, où résident les gros bataillons de l'émigration algérienne, qu'elle est active au travers de ses neuf directions régionales.

L'action en France de l'organisation est uniquement de nature sociale et culturelle, ses responsables veillant à éviter toute confusion avec la représentation diplomatique algérienne. Entre autres réalisations, l'Amicale organise des cours d'arabe pour les enfants. Elle publie aussi un mensuel, l'Algérie, en tant que journal algérien, elle joue un rôle quasi officiel, au même titre que les autres organisations de masse (parti, Union des jeunes, des femmes, syndicat). Quatre de ses cadres, dont son président, M. Abdelkrim Ghazaleh, ont été élus à l'Assemblée nationale lors des élections législatives qui ont eu lieu en février 1977.

L'émigration n'est pas représentée en tant que telle à la Chambre algérienne, les candidatures des responsables de l'Amicale avaient été présentées par le F.L.N. dans leurs circonscriptions d'origine. A l'occasion de ce scrutin, comme de ceux qui l'avaient précédé (charte nationale, Constitution, élection présidentielle), l'Amicale s'était vu confier la tâche d'organiser les opérations de vote pour les expatriés. Là ne se limitent pas ses compétences. Elle a contribué de façon importante à

définir et appliquer la politique algérienne en matière d'émigration, telle qu'elle a été établie par un séminaire national en 1966, et complétée par une conférence des cadres tenue à Alger en 1973. Dans cette optique, l'Amicale doit ouvrir pour une réinsertion progressive des travailleurs et des familles dans leur pays d'origine.

Les cadres de l'organisation se réunissent tous les deux ans en assemblée générale. La dernière, qui a regroupé mille deux cents participants, s'est tenue en janvier 1977 à Nancy. Les problèmes de sécurité y ont été une fois de plus largement débattus. « Depuis 1971, nous a dit l'un de ses responsables, l'Amicale a organisé au total le rapatriement de soixante-dix corps d'Algériens victimes d'attentats politiques en France. » Ce qui indique — et inquiète — la plus les dirigeants de l'Amicale, c'est l'impunité de fait dont semblent bénéficier les tueurs, les enquêtes au regard de la loi sont souvent dans les sables.

Ces jours derniers encore, l'Amicale a eu l'occasion de protester à deux reprises contre les attentats à l'explosif commis les 4 et 29 novembre contre les locaux parisiens d'Air Algérie et de l'Office algérien du tourisme, avenue de l'Opéra, à proximité de son siège, rue Louis-le-Grand.

Dans des communiqués, elle avait condamné ces agressions et attiré l'attention des pouvoirs publics sur l'« extrême gravité de la situation ». Le crime commis vendredi, deux jours après que M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, ait déclaré devant le Sénat que « le peuple français n'a à l'égard du peuple algérien que des sentiments de sympathie et d'amitié », donne aux mises en garde de l'Amicale un tragique relief.

DANIEL JUNQUA.

« L'HUMANITÉ » : une attitude complice.

(...) Une fois de plus, le pouvoir s'apprête à fermer les yeux sur un de ces crimes racistes qui vont en se multipliant, à être et à faire dire bientôt que, malgré tous ses efforts, « les assassins demeurent introuvables », comme l'ont été des dizaines d'autres tueurs d'Algériens. D'autant à supposer même que les coupables soient arrêtés, que risquent-ils ? Un non-lieu comme dans l'attentat contre le consulat algérien de Marseille, qui fit quatre morts et vingt blessés, ou un suris comme dans des dizaines d'autres cas ? »

« Faut-il donc en conclure que tout franc-tireur algérien immigré est en danger de mort en France et que ses assassins éventuels n'ont pas grand-chose à craindre ? »

« M. Lionel Joseph, membre du secrétariat du parti socialiste, a dénoncé « cet acte sanglant qui servirait alors que se développe une campagne contre l'Algérie avec laquelle le gouvernement est loin d'avoir pris ses distances ».

« L'Humanité » a une attitude complice. HENRI ALLEG.

« DELTA » : une réminiscence de la guerre d'Algérie

Depuis quinze ans on n'avait pas entendu prononcer le nom « Delta ». C'est en 1961, après le putsch des généraux du 22 avril à Alger, qu'étaient nés des groupes chargés de « l'action directe » et qui s'appelaient baptisés « Commando Delta ». Ils représentaient quelques centaines d'hommes sous les ordres de Roger Degueldre, lieutenant parachutiste de la Légion étrangère, passé à la clandestinité. Les commandos compoés en majorité de déserteurs et d'anciens légionnaires se chargeaient d'actions ponctuelles d'« exécutions » et d'attaques contre les cantonnements de gardes mobiles.

Roger Degueldre, arrêté le 7 avril 1963, et accusé d'avoir ordonné, le 31 mai 1961, à Alger, l'exécution d'un commissaire de police, a été condamné à mort le 22 juin 1962 par la cour de justice militaire et fusillé le 6 juillet 1962. Ce fut la fin des « Delta ».

L'enquête ouverte à propos de meurtres de gardiens de l'Amicale des Algériens en Europe n'a pas permis, pour l'instant, d'établir le moindre lien entre le groupe « Delta », qui a revendiqué le crime, et les groupes du même nom qui agissaient pendant la guerre d'Algérie.

République Sud-Africaine

Le porte-parole du département d'Etat se déclare « scandalisé » par le non-lieu dans l'enquête sur la mort de Steve Biko

L'annonce d'un non-lieu au terme de l'enquête sur la mort en prison du leader de la « conscience noire » Steve Biko, a suscité une vive réaction des Etats-Unis, vendredi 2 décembre.

Pretoria. — Un silence consterné a plané dans la vieille synagogue de Pretoria lorsque le magistrat, M. Martinus Prins, a déclaré, après trois semaines d'enquête publique sur les circonstances de la mort en prison du jeune leader noir Steve Biko, que nul ne pouvait être tenu pour responsable. Le magistrat a reconnu que la cause de la mort de Biko était une blessure à la tête ayant provoqué des « dommages » au cerveau et d'autres complications, dont une déshydratation. « La blessure à la tête a probablement été faite le matin du 7 septembre, au cours d'une lutte avec les gardiens », a-t-il dit, avant de conclure : « Les détectives n'ont prouvé pas que la mort ait été provoquée par un acte ou une omission entraînant la responsabilité de qui que ce soit ».

Ces conclusions du magistrat ont laissé sur leur faim une famille et une opinion publique qui auraient bien aimé qu'on leur explique pourquoi, comme l'a demandé l'avocat de la famille, M. Sydney Kentridge, les docteurs ont reçu des fiches médicales rassurantes sur l'état du patient, alors qu'ils ont reconnu au cours de l'enquête avoir noté

Le porte-parole du département d'Etat s'est déclaré « scandalisé » par ce non-lieu, après un décès « manifestement provoqué par un système qui permet le recours à des mauvais traitements et la violation des droits de l'homme ».

De notre correspondant

Dans sa prison, une natte et quelques couvertures lui servaient de lit et, nuit et jour, en permanence, il a été maintenu pieds et mains liés par des chaînes. Malgré le résultat d'une ponction lombaire qui laissait voir la possibilité d'une lésion au cerveau, le prisonnier fut transporté en Land-Rover de Fort-Erasmus à Pretoria sans que lui fussent prodigués des soins quelconques.

L'arrestation, également vendredi, du frère et du cousin de Biko, avec au moins onze personnes, a ajouté à l'amerume et à la consternation des amis de la famille. Aucune explication officielle n'a encore été donnée, mais certains pensent que ces arrestations ont un lien avec la distribution d'un tract signé du comité d'action de Soweto.

Au cours d'un entretien avec les journalistes politiques sud-africains, vendredi, le premier ministre a déclaré qu'il voulait donner aux Noirs des villes la possibilité de s'administrer eux-mêmes au niveau de leurs cités. « Je pense, a-t-il dit, leur donner un gouvernement autonome pour leurs villes ».

« Les mêmes plus de pouvoirs que les conseils municipaux des villes blanches, puisqu'ils pourront s'occuper de leurs problèmes d'éducation, et dans une certaine mesure, d'hygiène. » Ces « gouvernements » autonomes ne seront pas mis en place avant 1978. Le premier ministre a refusé d'envisager, même à long terme, le vote pour tous dans une Afrique du Sud multiraciale.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

GRUPE IMMOBILIER

cherche

ORGANISATIONS DE VENTE COLLABORATEURS PRIVÉS

— vente appartements et chalets en Valais (Suisse).
— bâtiments et terrains disponibles dans différentes stations.
Nous demandons collaboration sérieuse et active.
Nous offrons possibilités de gains élevés.

Faire offres sous chiffre N° 1006 MOSSE ANNONCES S.A., 12, rue de Léman CH-1000 YVERDON.

كندا من الأصل

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

UN AN APRÈS LA FONDATION DU R.P.R.

M. Chirac va accentuer l'originalité de ses propositions

Le 5 décembre 1977, quelque cinquante mille personnes réunies au Parc des expositions de la porte de Versailles à l'appel de M. Jacques Chirac, secrétaire général d'honneur de l'U.D.R., fondent le Rassemblement pour la République et élisent à sa présidence le député de Corrèze, qui, le 14 novembre précédent, avait

retrouvé son mandat parlementaire. Dès le 3 octobre, l'ancien premier ministre avait lancé à Egletons, dans son département, l'idée d'une transformation profonde du mouvement gaulliste.

Un an plus tard, les promesses du Rassemblement ont-elles été tenues ?

La notion même de rassemblement ne semble pas avoir été satisfaite si l'on enlève par celle-ci l'ouverture politique et le ralliement de personnalités extérieures. Aucun leader politique national — malgré les espoirs mis en M. M. Flay, Bourgeois-Moncaury ou Pierre Pélissier — n'est venu adhérer au R.P.R. L'échec de cette tentative vers le centre ou le centre gauche peut être mis au compte de l'isolement de l'union de la gauche ou du développement de ce que les gaullistes appellent le « mythe social-centriste », lancé par M. Giscard d'Estaing et ses partisans. La combinaison ou l'addition de ces deux phénomènes a retenu certaines personnalités de se rapprocher de M. Chirac. De même, les gaullistes de gauche ont préféré demeurer à l'écart de groupuscules dispersés plutôt que de se fondre dans une vaste entreprise. Toutefois, dans les troupes de l'ancienne U.D.R., aucune défection notable n'a été enregistrée — hormis celle de M. Olivier Stirn — et, parmi les « barons », même, M. Jacques Chaban-Delmas est, peu à peu, revenu siéger dans les instances du mouvement après les avoir boudées.

A défaut de « rassembler », M. Jacques Chirac s'est employé activement à élargir et à renouveler l'assise militante de son mouvement. Son départ triomphant de l'hôtel Matignon, son dynamisme, sa détermination, l'avaient fait apparaître aux yeux de beaucoup comme une sorte de recours potentiel contre M. Giscard d'Estaing. En s'opposant au chef de l'Etat, il éliminait l'occasion des élections municipales de Paris, saisi au vol par le président du R.P.R., a accentué encore son image et élargi son audience.

Tout en apparaissant comme le chef unique et incontesté du R.P.R., l'ancien premier ministre a procédé à une profonde mutation du mouvement gaulliste pour en faire réellement une formation populaire et une organisation de masse. Toutes les structures — après modification des statuts — ont été renouvelées, et chaque instance comprend désormais au moins la moitié d'adhérents inscrits depuis le 5 décembre 1977. Les effectifs de militants ont été doublés, pour dépasser aujourd'hui — selon le R.P.R. — cinq cent mille.

Une action particulière a été conduite en direction des jeunes, des milieux universitaires et du monde du travail avec le développement de l'Action ouvrière et professionnelle. Au siège du mouvement, rue Maine-Montparnasse puis 123, rue de Lille, l'activité qui se déploie rappelle davantage celle d'une entreprise que celle d'un parti politique classique.

En un an, le R.P.R. a édité une quarantaine de brochures fixant la doctrine du mouvement sur des points particuliers. Un élan nouveau a été donné à cette action avec les préparatifs de la campagne électorale. Les militants du R.P.R. ont bien conscience que leur président a su imposer ses volontés à ses partenaires des autres formations électorales primaires, avec la conclusion d'un pacte électoral avec la signature de M. Chirac. Les voyages qu'il effectue chaque semaine en province permettent à M. Chirac de réaliser une sorte d'investissement politique.

M. Pierre Schiold, sénateur, vice-président du C.D.S., a déclaré, vendredi 2 décembre, qu'un accord avait été conclu entre M. Jacques Chirac et les centristes du Haut-Rhin (le Monde du 3 décembre). Il a publié une déclaration dans laquelle on lit notamment : « J'ai eu un très bref entretien avec M. Chirac (...). Il n'a été à aucun moment question d'aboutir à un accord quel qu'il soit (...). Seul le comité directeur et après lui les instances nationales du C.D.S. ont qualifié pour arrêter une décision (...). Il n'y a pas eu d'accord passé entre M. Chirac et moi ».

M. Jean-Jacques Seron, président du parti radical, a déclaré, vendredi 2 décembre, à Toulouse : « Je ne me sens pas à l'aise dans la majorité parlementaire actuelle. Je me sentirai à l'aise dans la prochaine ». Après avoir regretté que « deux mois après la rupture de la gauche les tenants du pouvoir n'aient encore rien proposé de concret au pays », le député de Meurthe-et-Moselle a affirmé : « Le radicalisme jouera un rôle très important d'orientation et de réconciliation après les élections (...). Nous allons vers une unification du parti radical ».

Mais cette action n'est peut-être pas encore suffisante pour assurer au mouvement gaulliste et à son chef la place éminente qu'ils veulent conserver dans la future majorité. Afin d'y parvenir, M. Chirac pourrait être conduit dès ces prochains jours à schématiser davantage son action pour la rendre mieux perceptible par l'opinion. Des informations qu'il recueille au cours de ses déplacements, des sentiments que lui expriment les militants, des réactions de ses auditeurs, M. Chirac a retiré la conviction qu'il ne doit à aucun prix apparaître comme un élément de division de la majorité. Il va donc se présenter partout comme le champion de l'union, et il dénoncera même, à l'occasion, ceux qui dans la majorité risquent de mettre en péril cette union en souhaitant ou en préparant des alliances nouvelles.

Il ne s'agit pas pour autant de fonder le R.P.R. dans le mode d'une orthodoxie gouvernementale contrainte. Son chef va donc souligner davantage encore l'originalité des propositions présentées par son mouvement et se démarquer de plus en plus d'une action gouvernementale dont il conteste des aspects de plus en plus nombreux.

En revendiquant le droit à la différence, il va présenter sur plusieurs sujets un véritable « contre-programme » de gouvernement, offrir une sorte d'alternative aux décisions de la majorité et, surtout, se démarquer. Ce sera le cas pour le thème de l'indépendance nationale qu'il évoquera prochainement dans deux discours consacrés à la politique étrangère et à la défense. M. Chirac a constaté que dans toutes les réunions de militants des questions sont toujours posées sur ces thèmes, par

le biais de la politique européenne, des relations avec les Etats-Unis, de l'indépendance nucléaire, de la politique méditerranéenne et africaine ou plus généralement de la perte d'influence de la France dans le monde, questions souvent formulées avec des accents nostalgiques. Les critiques contre la politique économique du gouvernement constituent aussi un thème constant de revendication dans les réunions que préside M. Chirac. La parole de l'électeur qui y représente les classes moyennes aux réactions souvent contradictoires s'élève souvent contre le comportement de l'administration, et surtout contre les décisions du gouvernement, accusé d'être un stérile créateur de bureaucratie. Ses auditeurs plus jeunes, plus populaires qu'il ne l'est, issus de milieux plus modestes ou qu'ils soient des militants syndicaux intégrés au monde du travail, revendiquent, sur le comportement de l'administration, et surtout contre les décisions du gouvernement, accusé d'être un stérile créateur de bureaucratie. Ses auditeurs plus jeunes, plus populaires qu'il ne l'est, issus de milieux plus modestes ou qu'ils soient des militants syndicaux intégrés au monde du travail, revendiquent, sur le comportement de l'administration, et surtout contre les décisions du gouvernement, accusé d'être un stérile créateur de bureaucratie.

ANDRÉ PASSERON.

Avant la rencontre entre M. Giscard d'Estaing et le président du R.P.R.

MM. SOISSON ET LECANUET S'ÉTONNENT DU CARACTÈRE «SPECTACULAIRE» DE L'INITIATIVE DE M. CHIRAC

La prochaine rencontre entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac, mercredi 7 décembre, à 18 heures, à l'Élysée, a suscité divers commentaires. M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, a notamment déclaré, vendredi 2 décembre : « Lorsque je rencontre le président de la République, je n'en fais pas une affaire d'Etat. La situation actuelle n'appelle pas l'agitation, et plus que jamais le P.R. pense que la dégradation de la vie politique est nécessaire (...). L'excitation politique ne se fait pas dans l'agitation politique ».

Interrogé au micro d'Europe 1, vendredi 2 décembre, M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux, a indiqué : « J'espère que M. Chirac ne se rend pas à l'Élysée avec le désir de porter atteinte à l'unité de la majorité (...). L'excitation politique ne se fait pas dans l'agitation politique ». M. Raymond Barre n'a pas voulu commenter l'initiative de M. Chirac. Le premier ministre a simplement indiqué que cette demande d'audience était « l'affaire du président de la République ».

M. Michel Debré, ancien premier ministre, a été reçu, vendredi après-midi 2 décembre, à l'Élysée, par M. Valéry Giscard d'Estaing qui l'avait convié à s'entretenir avec lui de la situation politique et économique.

DOUBS : M. Charles Plagat sera candidat dans la première circonscription (Besançon) du Front autogestionnaire constitué par le P.S.U. avec certains groupes écologistes et non-violents. Membre du secrétariat national du P.S.U., M. Plagat est délégué C.F.D.T. du personnel de l'entreprise Lip et figure parmi les responsables de la nouvelle coopérative ouvrière créée à Palente.

LE VOTE DES FRANÇAIS A L'ÉTRANGER

M. Bouloche (P.S.) dénonce «une vaste opération de racleage électoral»

Vendredi 2 décembre, à l'Assemblée nationale au cours de la séance consacrée aux questions constitutionnelles, M. BOULOCHÉ (P.S.), député socialiste du Doubs, dénonçant « une vaste et déplorable opération de racleage électoral », a appelé l'attention du Sénat sur les conditions dans lesquelles les Français résidant à l'étranger sont sollicités d'exercer leur droit de vote et de faire usage des dispositions de la loi de juillet 1977. Pour lancer cette phase nouvelle de son action, M. Chirac ne veut pas attendre que le gouvernement ait publié sa « stratégie d'action ». Se donnant le beau rôle en avisant le chef de l'Etat de son analyse et de ses intentions, il préfère saisir l'initiative, prendre date rapidement pour mieux s'affirmer et apparaître le plus offensif en alléguant avec une apparente nouveauté les programmes de l'opposition.

Relevant qu'une lettre-type avait été envoyée à nos chefs de poste à l'étranger pour qu'ils adressent à chacun de leurs ressortissants un document de présentation d'une lettre du président de la République, le député lui a demandé s'il avait l'intention de faire en sorte que notre représentation à l'étranger puisse présenter aux Français qui y résident les options autres que celles du président de la République et répondre à la question de la « neutralité qui s'impose à l'administration ». Il lui a également demandé s'il estimait conforme à la dignité de nos chefs de poste « de les obliger à signer des lettres leur sont mot à mot dictés par leur ministre ».

M. BARROT, secrétaire d'Etat au logement, qui suppléait le ministre des affaires étrangères, retenu, a estimé les accusations du député « infondées », et observe notamment qu'il appartient au président de la République de faire connaître l'ensemble des dispositions prises. Quant aux directives données aux chefs de missions diplomatiques, elles n'ont pour objet, a-t-il précisé, que de permettre l'application effective de la loi. Il estime normal que nos représentants fassent connaître aux Français de l'étranger les mesures prises par le gouvernement « pour leur permettre de remplir plus aisément leur devoir civique ».

Reprenant la parole, M. Bouloche a affirmé : « Que la majorité se préoccupe de ne pas perdre les élections, c'est normal ; mais deux choses sont inadmissibles : d'abord le gouvernement fait intervenir les ambassadeurs dans l'opération et les transforme en agents électoraux. Cette pratique doit cesser immédiatement. Ensuite, le président de la République fait de son autorité un étrange usage. Sa lettre présente des mesures législatives qui émanent de lui, de ce qu'il n'est qu'un « agent électoral ». A l'Assemblée, M. Robert PORTILLON (P.S.), sénateur des Hauts-de-Seine, est intervenu dans la séance. M. Bouloche a répondu qu'il n'avait pas l'intention de remettre en cause la loi de juillet 1977, mais qu'il estimait que les conditions dans lesquelles les Français résidant à l'étranger sont sollicités d'exercer leur droit de vote et de faire usage des dispositions de la loi de juillet 1977, qui aménage notamment les conditions d'inscription et les modalités du vote par procuration (le Monde, date 30 novembre 1977).

LES DISCUSSIONS EN VUE D'UN ACCORD UNITAIRE SE POURSUIVENT

A l'extrême gauche

LES DISCUSSIONS EN VUE D'UN ACCORD UNITAIRE SE POURSUIVENT

Les représentants de plusieurs organisations d'extrême gauche, la L.C.R. (Ligue communiste révolutionnaire), l'O.C.T. (Organisation communiste de la transformation), le P.C.F. (Parti communiste français) et le P.C.R. (Parti communiste révolutionnaire), ont tenu une première réunion cette semaine pour tenter de mettre au point une plate-forme commune et de désigner des candidats communs en vue des élections législatives. L'origine, il s'agit de susciter pour le premier tour un accord unitaire aussi large que possible, étendu notamment à Lutte ouvrière et au P.S.U. et assorti d'un engagement de désistement pour le second tour en faveur du candidat de la gauche. En fait, L.O., qui dénonce à la fois la gauche et la majorité d'extrême gauche, ne se sent pas être associée à cette démarche. Ses représentants, qui avaient assisté aux précédentes réunions, se sont, cette fois, absentés. Pour d'autres motifs, le P.S.U. ne souhaite pas être partie prenante d'un accord limité aux formations révolutionnaires. Le P.C.F. s'efforce en effet de constituer un « front ouvrier »... Enfin le P.C.R. doit réunir ses instances nationales au mois de janvier pour arrêter définitivement son attitude.

Dans ces conditions les travaux de la commission des affaires culturelles, de la jeunesse, des sports et de l'éducation ont été interrompus. Les discussions en cours ont permis d'« éclaircir », mais non de « dépasser ». Ces trois organisations ont annoncé leur intention de tenir prochainement une réunion commune et pour rendre compte de leurs travaux à la commission de la culture, de la jeunesse, des sports et de l'éducation, et à y présenter leurs positions.

Le régime communal en Polynésie

En début de séance, l'Assemblée nationale examine le projet de loi modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française. M. ERIBG (R.P.P.), rapporteur, indique que ce texte tend à accorder l'alignement sur le droit commun métropolitain du régime des communes de Polynésie française. Toutefois, observe-t-il, l'objectif recherché se heurte à la situation géographique, géographique, du territoire, d'où de nécessaires adaptations.

M. ERIBG observe que si l'Assemblée territoriale n'a pas été consultée « sur une question ne

relevant pas de sa compétence, les élus locaux, eux, ont été largement consultés.

Opinion partagée par M. ERIBG, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, qui s'engage à présenter un nouveau projet d'extension. Il indique que ce projet, qui a surtout pour objectif d'alléger la tâche des communes, allège également leur responsabilité civile en ce qui concerne les dommages causés par les désordres et de troubles de la circulation. L'Assemblée repousse ensuite la question préalable opposée par le groupe socialiste qui estime qu'il n'y avait pas lieu de débattre car « ce projet n'est pas soumis à l'Assemblée territoriale, préalablement à son examen par le Parlement ».

Dans la discussion des articles, l'Assemblée adopte de nombreux amendements et notamment trois innovations essentielles proposées par la commission des lois :

1) Accroître les compétences des communes en matière de police, notamment en ce qui concerne la responsabilité de la maintenance de l'ordre ;

2) Appliquer le statut même politique des communes associées aux communes de la section de communes polynésiennes, tout en conservant certaines particularités de leur statut ;

3) Accroître sensiblement le pouvoir fiscal des communes et leur permettre de percevoir des suppléments pour services rendus (par exemple, sur les abattoirs ou sur les ordures ménagères).

L'Assemblée du territoire, ainsi modifiée, est adoptée par l'Assemblée, l'opposition votant contre.

P. Fr. et P. J.

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

LA GRATUITÉ DES ACTES DE JUSTICE

Le régime communal en Polynésie

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Sénat a adopté, vendredi 2 décembre, le budget de la jeunesse et des sports dont le rapporteur, M. Fams (gauche dém.), Frédéric (gauche dém.), a souligné un renforcement des moyens financiers dans le développement des activités sportives. M. Ruet (ind. dht), exprime l'avis de la commission des affaires culturelles, proclame son hostilité aux concours de promotions mais estime qu'un prêt

Le Monde

culture

PARLEMENTAIRE

es actes de justice

Le blues, disait un jour Mance Lipscomb, mort il y a un an à l'âge de quatre-vingt-un ans, c'est sentir, c'est comme quand on se réveille le matin. Vous avez quelque chose qui vous passe par la tête. Quelque chose que vous voulez faire et ne pouvez pas. Vous n'avez pas d'argent, vous voulez partir et vous ne pouvez pas. Le vrai blues, c'est quand la femme te quitte.

Jean-Claude Arnould publie un dictionnaire du blues — le premier du genre — élaboré avec la passion de l'amateur, avec une sérieuse érudition sur le sujet. Le livre réunit près de quatre cents noms de bluesmen d'hier et d'aujourd'hui, avec une biographie précise, des indications discographiques et une filmographie. Un avant-propos de Memphis Slim, une préface de Sam Cooke et des illustrations complètent ce guide utile. — C.F.

Dictionnaire du blues, 296 p., éd. Filipacchi.

Un dictionnaire du blues.

Le livre d'or de la pop.

Producteur et animateur du radio, collaborateur de la revue Rock and Folk, Patrice Blanc-Francard présente son Livre d'or du rock pour l'année 1977. Abondamment illustré, écrit dans un style direct, sans prétention, l'album évoque le mouvement punk, Elvis Presley, le reggae, Crosby, Stills and Nash, Elton John, les Pink Floyd et Genesis, le jazz-rock, Carlos Santana, la musique des Beatles, et encore et encore, tous ceux qui ont fait un retour en force par les rééditions de leurs albums et par la vague nostalgique qui a abouti à des musiciens qui évoquent sur les scènes aussi bien de Londres que de New-York.

Le Livre d'or 1977-1978 de la pop, 110 p., éd. Soler.

Le livre d'or de la pop.

Un nouvel album de Léo Ferré

(Suite de la première page.)

Ferré chante, ouvre son cœur, parle pêle-mêle de l'amour, des artistes, de la langue du soir dans le train du tiers-monde, de l'horizon barré où les rêves s'annulent, des larmes perdues qui s'envolent dans les rues, des hommes muselés qui tirent sur la laisse. Ferré revient, roule les mots :

« Que font-ils ? Qui sont-ils ? Ces gens qu'on tient en laisse. Dans les ports au shopping. Au bordel, à la messe ? Et ces hommes qu'on pourrait s'arrêter entre deux trains. Histoire de leur montrer. Qu'on a du feu-main. Ils ont voté, ils voteront. Comme on prend un barbiturique. Et ils ont mis la République. Au fond d'un vase à reposer. Des experts ont analysé. Ce qu'il y avait au fond du vase. Il n'y avait rien qu'un peu de Shakespeare aussi était un terroriste. »

« Words, Words, Words ! »

« Je suis un philosophe de bas étage », dit Ferré. Et j'ai fait de la frime, parfois au piano. Mais je ne suis pas un personnage construit, j'ai horreur des habitudes et je fais souvent le ménage dans ma tête.

Ferré chante peu en public aujourd'hui. C'est qu'il souhaite continuer à diriger de grands orchestres, comme il le fit superbement au Palais des congrès. On vient de lui proposer de conduire, en mai prochain, l'Orchestre philharmonique de Vienne.

CLAUDE FLEUTER.

* Album C.B.S. 82480, enregistré avec l'Orchestre symphonique de Milan.

Musique dans le métro.

Le calendrier du rock.

Donovan et le groupe Yes, le 4 décembre au Palais des sports de Lyon, les 5 et 6 décembre au Pavillon de Paris ; Graham Parker et The Rumour, le 15 décembre (avec Clover, en première partie), 10 CC, au Pavillon de Paris le 12 décembre ; le groupe Ange le 5 décembre à Châteauroux, le 6 à Tours, le 7 au Mans, le 8 à Caen, le 9 à Rouen ; Téléphone le 4 décembre à Saint-Étienne, le 5 à Toulouse, le 6 à Montpellier ; Bijou, le 4 décembre à l'Olympia ; Heartbreakers, le 8 décembre à Bataclan.

Le calendrier du rock.

U.G.C. BIARRITZ (v.o.) - U.G.C. DANTON (v.o.)
MONTMARNASSE-BIENVENUE (v.f.) - U.G.C. OPÉRA (v.f.)

CARLO PONTI présente
un film de ETTORRE SCOLA
SOPHIA LOREN / MARCELLO MASTROIANNI
UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE

Le «Grand Échiquier», d'Aréthra Franklin

Quand Aréthra Franklin vient en Europe pour un unique concert, quand « la reine de la soul music » vient les Africains de Paris et tous les amateurs de ces « musiques d'Afrique » qui fondent la tradition afro-américaine, on s'a d'émotion et d'admiration pour elle. Mais il faut parfois que les faits soient contés.

Celle-ci, mal impressionnée (chère-maman), au Palais des sports, commença tard. Et dans ce décor bulbeux, dont le labeur et la froideur ne trouvaient pas grâce auprès du plus célèbre des poètes, la première partie du concert se déroula en dépit du bon sens, inamovible et parfaitement agressive. Il y a une belle lettre que le Palais des sports s'est fait une recommandation de son diabolique talent aux sonorisations pourries ; ce soir-là, il a été des hommes. Dans un climat d'échouffourée, trahie, jamais Aréthra et son orchestre, dirigé par H.-B. Bernam, ne parurent vraiment s'en aller avec le public qu'après cette musique. Quatre-vingt francs pour les premiers orchestres. Bataclan.

Les choses de la technique s'agissent en ordre, les esprits pressent.

FRANCIS MARMANDE.

Un nouvel album de Léo Ferré

« Paradise » de Christian Bricout

Qu'a-t-il fait cette nuit ? Il répond : rien. Pourtant il a tout fait. Il a rencontré une fille au bal, l'a emmenée dans sa voiture, mais elle a exigé d'être tout de suite accompagnée chez elle. Il a vu des gens se battre, il est allé dans un dancing, il y avait là encore des couples enlaides. Il a conduit une « hippie » jusqu'à Paradise, une boîte où l'on se drogue. A l'heure il a pris en stop un courrier jusqu'à la mine, a fait un défilé sur les trottoirs de la gare, puis s'est réfugié après de sa seule amie, qui lui dit qu'il est gentil, mais lui reproche de ne jamais rien dire.

« Paradise » est à cette année le prix Jean-Vigo. C'est le premier film de Christian Bricout, qui est né dans le Nord, et s'est violemment soulevé que l'année n'a pas la même profondeur dans toutes les villes de France. C'est cela qu'il a montré, et l'on voit quelques instants pitoyables de la vie de Jean (Didier Sauvage), qui a dix-huit ans, qui n'est pas toujours chez lui, qui aime le sexe dans sa voiture à la recherche d'un corps à aimer.

Christian Bricout s'attaque sur la laideur et promène son héros candidate aux enfers. Il va jusqu'à l'extrême, celle qui entoure l'ami de Jean (Anne-Sarah), gardienne des toilettes publiques, en la faisant nue et moche, pour une fois qu'il s'agitait de sentiments. A quatre reprises, il assiste des musiciens internationaux, qui se veulent des grands pans de réalisme et ne sont pas crédibles, parce qu'ils sont mal écrits — on mal retranscrit de la vieillesse, on mal joue. Jean a peu de réactions en face de ses interlocuteurs bavards. Il a de courtes répliques qui sonnent faux, et ce décalage des dialogues décrit ce que la mise en scène de Bricout avait d'intéressant et de juste. Quand personne ne parle, il y a, en effet, dans le film une grande force pour faire surgir la misère.

CLAUDE FLEUTER.

* Album C.B.S. 82480, enregistré avec l'Orchestre symphonique de Milan.

28 novembre - 10 décembre 21h
LUIS LLACH
LE PALACE - 770.44.37
8, rue du fil Montmartre-9°

U.G.C. BIARRITZ (v.o.) - U.G.C. DANTON (v.o.)
MONTMARNASSE-BIENVENUE (v.f.) - U.G.C. OPÉRA (v.f.)

Formes

APPARITIONS

La peinture lisse, claire et froide d'Irene Dedivara occupe toujours, pour qui réclame des parents, entre l'inné et le surréalisme et le romantisme allemand, depuis qu'Albert Béguin, le premier peut-être, a exalté Kaspar Friedrich et ses Palais de Rügen. A ses machines, autochtones selon Jean-Claude Lamber, à ses fleurs équivoques, à ses explosions musicales, au hasard des paysages (1). Non : des apparitions, c'est elle qui occupe. Des villes flottantes, un New-York spectral qui se dédouble dans l'empyrée, ou brille sous un soleil double, ou se plonge dans un miroir, ou s'incorpore à la grille lisse. Les villes une fois réabsorbées dans la lumière, voici le Désert, sans spécificité qui s'évapore à perte de vue. On peut, d'ailleurs, dans le ciel, sentir exploser des coups de tonnerre, ébranler la toile de toile de toile, fixer le rocher en équilibre instable. Pourquoi, Irene, ces soudaines lueurs dans votre imagination palpable ? Imaginaire qui sort extérieurement de la réalité, dions nous, un libérateur de plein, et abandonne un moment ses formes pour son char — l'être le plus chargé de mystère, le vrai, — admettent dessein et volonté. Il s'agit, sous les vitres qui recouvrent d'autre part l'enchaînement des peintures dans une scénographie en bleu.

Pascal et Jean-Yves Bourgaud sont

un peu sous le régime de la communauté poétique. De ce que je prends être la vraie poésie, la haute, la pure, « exigeante et soif d'absolu ». A Pascal l'expression verbale, à son mari l'expression plastique. On se rappelle peut-être les diques que je décernais au peintre et graveur en mas dernier, et aussi la phrase, alors citée, de l'un d'eux : « Comme en nos miroirs où peignent le Derrida Nissim, je laisse au visiteur le plaisir de découvrir ces vents merveilleux, et parmi elle les Deux Jours la paire : une paire de chaussures de femme métamorphosées en couple de canards. D'une verve et d'une invention qui devraient abasourdir les Conformistes. »

On ne voit plus guère de peintures depuis, hélas ! que La Demeure a dû fermer ses portes. Voici du moins celles de Marc Saint-Saëns, qui fut un des principaux écrivains, aux côtés de Lurcat, de cet art en France, écrivains et stylistes, qui viennent tout droit d'Assens (4).

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Librairie de Seins, 93, rue de Seins.
(2) Galerie Claude-Renaud, 71, boulevard Raspail.
(3) Le Point Cardinal, 13, rue de l'Ecluse.
(4) Galerie Inard, 178, boulevard Saint-Germain.

LES GRANDS PRIX DE LA VILLE DE PARIS

Les sept Grands Prix de la Ville de Paris ont été décernés, vendredi 2 décembre, dans les salons de l'Hôtel de Ville, par M. Jacques Chirac, maire de Paris. Chaque Prix est doté de 10 000 F.

● MUSIQUE : Germaine Tailleferre.

Ce Grand Prix a le mérite de ramener aux yeux de l'actualité une dame de quatre-vingt-cinq ans qui fut l'unique femme du fameux groupe des « Six » aux côtés de Debussy, Ravel, Fauré, d'Indy, et de Messiaen.

Née à Saint-Maur-des-Fossés en 1892, Germaine Tailleferre suit une brillante carrière au Conservatoire de Paris, protégée par quelques maîtres de l'école de Ravel (pour l'orchestration). Elle écrit nombre d'œuvres pleines de fraîcheur et d'inspiration. Pages habilement écrites dans le langage de son temps, avec quelque verve et qui n'ont jamais prétendu être d'actualité.

En 1968, elle a donné de nombreux concerts avec Bernard Lelort. En 1969, elle s'est inscrite avec quelque éclat au parti communiste.

● SCIENCES : Jacques Oudin.

Né le 15 mars 1908 à Joux (Bourgogne), Jacques Oudin a fait ses études de médecine à Paris. Il devient docteur en médecine en 1936, et docteur en sciences en 1949.

En 1949, comme bourgeois à l'Institut Pasteur, Jacques Oudin a accompli toute sa carrière (services des amébiotes, de chimie microbienne). En 1959, il devient chef du service d'immunologie analytique, créé spécialement pour lui à l'époque. C'est dans ce laboratoire que Jacques Oudin a fait les trois découvertes majeures qui ont contribué à l'essor de l'immunologie moderne : la mise au jour d'une méthode d'analyse immunologique par précipitation spécifique en milieu gélifié (1948), l'allopatie (1953) et l'allopatie (1964).

Le professeur Oudin est, depuis 1964, directeur de recherches au C.N.R.S.

Il obtient, en 1972, la médaille d'or du C.N.R.S., la plus haute distinction scientifique française attribuée à un chercheur.

● GÉRARD-PHILIPPE : Annick Blanchebœuf.

Née en 1925, Annick Blanchebœuf reçoit en 1967 le premier prix de comédie moderne au Conservatoire, dans Je t'aime, de Sacha Guitry.

Elle s'est spécialisée dans Arlequin serviteur de deux maîtres, de Goldoni, en 1968, au théâtre de la Gaîté-Montparnasse, puis dans Voltaire jouant avec moi, de Marcel Achard, au théâtre de la Bruyère, en 1969. En 1970, elle interprète le rôle de Roxane dans le Barber de Séville.

● SCULPTURE : Étienne Marfin.

Décédé l'année dernière à un peintre (Edmond Pignon), le Grand Prix revient cette année au sculpteur Étienne-Marfin, dont la longue carrière — il est né en 1913 à Lorient, dans la Drôme : son art a mûri dans les années 30, s'est pleinement épanoui après la guerre, évoluant vers une conception de la sculpture toujours plus monumentale avec ses « décapages » (à partir de 1966), enchevêtrement de germinations baroques, de volumes cellulaires et de formes labyrinthiques, dans lesquelles on peut circuler, qui restent l'expression d'un thème constant depuis les débuts : la nuit — et exaltent le matériau, qu'il soit bois ou plâtre.

Notes

Cinéma

Le cirque de Corée

Le cirque de la République populaire démocratique de Corée, qui se produit pour la première fois en France, présente une impressionnante succession de numéros acrobatiques, en la force, l'agilité, la souplesse, la maîtrise de soi, se mêlent à l'élégance, à la finesse et à la pureté des gestes. Pas de trois acrobates, gymnastes sur barre portée, jeux acrobatiques sur tapis, vol sur planche à bascule, équilibres sur cylindre, tout est offert dans une étonnante harmonie acrobatique enroulée par le très bel ensemble de violons et de violoncelles.

Les Coréens ont une longue et riche tradition dans l'art acrobatique et dans la voltige, et ils nous le prouvent dans des numéros exceptionnels comme celui des voltigeurs dans le vide jusqu'à 25 m de la piste, d'où elles remontent par la seule force de deux longues enroulées. Les acrobates, eux-mêmes, sont acrobates. Serait-ce un hasard si ce cirque n'utilise pas cette discipline ancestrale, mais il est tout aussi surprenant avec sa manière de faire sentir un jardin de fleurs.

Le spectacle, qui ne dure que deux heures, ne déçoit pas l'humour dans la plus extrême simplicité et la sérénité.

C.F.

* Palais des sports, 20 h. 30 (jusqu'au 5 janvier).

Varités

Sweet soul music

Le 18 décembre 1967, Otis Redding trouvait la mort aux États-Unis dans un accident d'avion. Dix ans plus tard, presque jour pour jour, on peut voir sur les écrans « Sweet Soul Music », un film à sa mémoire, à sa gloire. Réalisé en 1967 par Peter Clifton et Richard Modanet à la Boudhouse et au Hammer Smith Odeon de Londres, lors de la dernière tournée britannique d'Otis Redding, « Sweet Soul Music » présente quelques-uns des grands noms de l'âge d'or du « rhythm and blues » de l'école Stax-Atlantic. Les prestations d'Arthur Conley, Moby

MERCREDI PROCHAIN

un film de marta mazaros
NEUF MOIS
Grand Prix de la critique internationale
Festival de Cannes 1977

LES GRANDS PRIX DE LA VILLE DE PARIS

● TECHNIQUE : Pierre Alais.

Né en 1936, ancien élève de l'École normale supérieure, Pierre Alais est agrégé de physique en 1959 et docteur en sciences en 1963. Il est actuellement professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie. Ses travaux ont conduit à la réalisation de nombreux travaux de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) — de l'Holocene, appareil qui permet une observation en temps réel (séquences images par seconde) avec une excellente résolution. L'Holocene effectue des radiographies par ultrasons, ce qui permet de voir les organes « mous », notamment l'utérus.

Avec son équipe, M. Pierre Alais a créé lui-même un certain nombre d'appareils en service dans les hôpitaux. Les résultats en cardiologie sont intéressants pour la détection de l'infarctus cardiaque ; de même en gynécologie, où il est maintenant possible de suivre l'évolution de la grossesse et de détecter les anomalies fœtales.

● SOLA CABIATI : Régine Pemoud.

Née le 17 juin 1909 à Châteauneuf, Régine Pemoud, architecte, photographe, docteur en lettres, est un des plus importants médiévistes. A côté de travaux d'érudition, elle a publié des synthèses sur cette époque comme L'histoire du Moyen Âge, les Grands Espaces de l'art en Occident, des biographies pleines de vie de Blanche de Castille et d'Aliénor d'Aquitaine, trois études sur les croisades et les croisades. Cependant, son œuvre la plus importante, son roman le plus attaché à Jeanne d'Arc, dont elle a retracé la vie, le procès et quelle a défendu avec vigueur contre les légendes dans sa Jeanne devant les Caennois. Car cette historienne ne fut pas la polémique, comme elle vient encore de le prouver dans son plus récent ouvrage : Pour en finir avec le Moyen Âge.

A côté de ces études spécialisées, mais non réservées aux spécialistes, Régine Pemoud nous a donné une grande fresque et deux volumes sur l'histoire de la bourgeoisie en France, des origines à 1900 (Le Seuil, 1967).

● LITTÉRATURE : Philippe Erlanger.

Né le 11 juillet 1903 à Paris, M. Philippe Erlanger a exercé une carrière de diplomate et de journaliste. Mais ce sont ses livres d'histoire qui ont imposé son nom. Il s'est fait la spécialité des grandes figures qui ont illustré notamment le système, le dix-septième et le dix-huitième siècle. On n'a pas oublié son Régent, son Louis XIV, son Monseigneur, frère de Louis XIV, sa trilogie sur Richelieu, sa Reine Margot. Cette prédilection pour la Renaissance et l'âge classique ne l'a pas empêché de nous donner en 1969 un Clemenceau qui a obtenu le grand prix Gobert de l'Académie française. Ses brillantes biographies lui ont valu le grand prix du conseil général de la Seine (1963) et le prix des Ambassadeurs en 1966.

● RECTIFICATIF. — A la suite d'une erreur de transmission, le nom du président de la Société des gens de lettres a été mal orthographié dans le Monde du 3 décembre (page 20). Il s'agissait évidemment de M. Jean Rousset.

RADIO-TELEVISION

DEUX EXPÉRIENCES D'ANIMATION

RÉALITÉ-FICTION

Sous le regard de Jeanne Labruno

Les fenêtres de Saint-Leu

Pour savoir un peu mieux ce qu'est, dans l'ordinaire, la prison, Jeanne Labruno a tout essayé. Elle a écrit, elle a joué, elle a filmé. Elle a écrit, elle a joué, elle a filmé. Elle a écrit, elle a joué, elle a filmé.

Fenêtres, lorsque Jeanne Labruno a commencé à travailler sur ce projet, elle a écrit, elle a joué, elle a filmé. Elle a écrit, elle a joué, elle a filmé.

Une femme, encore jeune, ne pouvait accepter. Passé encore, elle a écrit, elle a joué, elle a filmé. Elle a écrit, elle a joué, elle a filmé.

La réalité, on ne la voit que dans les films : un monde où la suite met en lumière une évidence. Des phrases sont tirées, des images sont prises.

ANNE REY.

Un camion vidéo dans la prison d'Étampes

Le camion vidéo de la station FR 3 Lille est arrivé près de trois semaines dans la prison d'Étampes. C'était en octobre, et il n'y avait pas de fin.

Depuis, le camion vidéo de la station FR 3 Lille est arrivé près de trois semaines dans la prison d'Étampes. C'était en octobre, et il n'y avait pas de fin.

Il faudrait mieux parler d'une adaptation télévisuelle de la pièce de Georges Feytaud.

Celui-là, c'est le troisième qui est arrivé dans la prison d'Étampes. C'était en octobre, et il n'y avait pas de fin.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

Mais pourquoi ramener la pièce ? Elle est écrite, elle est jouée, elle est filmée. Elle a écrit, elle a joué, elle a filmé.

Le troisième camion vidéo de la station FR 3 Lille est arrivé près de trois semaines dans la prison d'Étampes. C'était en octobre, et il n'y avait pas de fin.

travail théâtral accompli dans les institutions : ainsi en a-t-il été du spectacle théâtral réalisé par Paul Duvall.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

MATHIEU DE LA BARDONNIE.

« Ces messieurs nous disent »

LA RÈGLE DE TROIS

« Ces messieurs nous disent » : c'est le titre d'une émission de radio, présentée par Jacques Rouland.

Le troisième camion vidéo de la station FR 3 Lille est arrivé près de trois semaines dans la prison d'Étampes. C'était en octobre, et il n'y avait pas de fin.

quand il s'agit de « N'oubliez pas de voter » : c'est le titre d'une émission de radio, présentée par Jacques Rouland.

POUVOIRS DU RIRE

« Tu prends un temps et tu enchaînes »

C'est bien le rire, ça dédramatise, ça fait du bien, ça change les idées, ça fait du bien, ça change les idées, ça fait du bien, ça change les idées.

Normal : le rire, ça s'attrape, c'est contagieux. Il suffit d'en déclencher un dans la salle ou sur la scène — rappelez-vous l'insupportable et communicative gâterie de Nicole.

Les Anglo-Saxons le savent bien qui ont inventé le rire, ça dédramatise, ça fait du bien, ça change les idées, ça fait du bien, ça change les idées.

Ce procédé a même permis d'animer les dessins animés, d'être la comédie d'aujourd'hui, de faire du rire, ça dédramatise, ça fait du bien, ça change les idées, ça fait du bien, ça change les idées.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

Pour le reste, c'est, le vendredi, une Au théâtre on se souvient de la soirée du 15 octobre, de la soirée du 15 octobre, de la soirée du 15 octobre.

Le samedi, rien à signaler de particulier, mais le samedi, rien à signaler de particulier, mais le samedi, rien à signaler de particulier.

Le dimanche, rien à signaler de particulier, mais le dimanche, rien à signaler de particulier, mais le dimanche, rien à signaler de particulier.

Le lundi, rien à signaler de particulier, mais le lundi, rien à signaler de particulier, mais le lundi, rien à signaler de particulier.

Le mardi, rien à signaler de particulier, mais le mardi, rien à signaler de particulier, mais le mardi, rien à signaler de particulier.

Le mercredi, rien à signaler de particulier, mais le mercredi, rien à signaler de particulier, mais le mercredi, rien à signaler de particulier.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

« dedans », à leur façon. Opi, tout à fait dans la prison, il y a les détenus ordinaires qui, tapant à petits coups sur les murs, se préviennent les uns les autres de l'arrivée des visiteurs.

CLAUDE SARRAUTE.

HERVE DELILIA.

pour deux jours

UN DRAME EN DAUPHINÉ

Chapeau-Cornu soustrait à l'affection des siens

Le château de Chapeau-Cornu, édifié sur un épaulement de terrain, au nord du Dauphiné, doit-il son nom à la forme de son toit ou au patronyme de ses fondateurs ? La question intéresse les habitants de la région. Mais, pour beaucoup, cette étrange appellation évoque des souvenirs plus contemporains : un spectacle ou encore un stage professionnel. Chapeau-Cornu est en effet, depuis plusieurs années, le centre familial de vacances, cadre d'activités culturelles et de formation. C'est plutôt à l'été qu'il attire les visiteurs, mais les dépendances du château, sur un terrain verdoyant qui se situe à l'extrémité d'un village, accueillent aussi aujourd'hui des séjours professionnels.

La famille qui a acquis l'ensemble, en 1961, et en a assuré la gestion jusqu'en 1976, a été dépossédée le 14 mai, avec un déficit évalué à environ 1 million de francs. Un concordat a été accepté, un syndicat nommé. La situation ne semble cependant pas se résoudre. Des divergences de vues apparaissent au sein de l'administration, dont les tâches sont déléguées au conseil d'administration. La recherche d'un partenaire susceptible de remplacer la trésorerie de l'association ou d'un gestionnaire engageant à préserver la vocation socio-éducative de Chapeau-Cornu n'est pas chose aisée.

C'est que la perspective de la signature d'un contrat entre l'association familiale et une société sud-africaine (1) a soulevé une tempête de protestations. Il s'agissait, pour les habitants, de pourvoir, pendant dix-huit mois, à compter du 1^{er} janvier 1978, à l'hébergement d'une quarantaine d'ingénieurs sud-africains en France pour s'initier aux techniques nucléaires dans la région Rhône-Alpes.

L'accueil de ces ingénieurs par la famille, dans plus de 100 personnes, devait donner lieu à l'ouverture d'un centre de 7 millions de francs (2). Par ailleurs, il s'agit de peut-être de régler la question du déficit, pouvait offrir à l'association la possibilité de repartir sur des bases nouvelles.

La famille qui a acquis l'ensemble, en 1961, et en a assuré la gestion jusqu'en 1976, a été dépossédée le 14 mai, avec un déficit évalué à environ 1 million de francs. Un concordat a été accepté, un syndicat nommé. La situation ne semble cependant pas se résoudre. Des divergences de vues apparaissent au sein de l'administration, dont les tâches sont déléguées au conseil d'administration. La recherche d'un partenaire susceptible de remplacer la trésorerie de l'association ou d'un gestionnaire engageant à préserver la vocation socio-éducative de Chapeau-Cornu n'est pas chose aisée.

« Pour les besoins de la cause... »

Cette « solution » abandonnée, un sauvetage à caractère public peut-il encore avoir lieu ? Il avait été envisagé que cet été, des habitants ont eu lieu un débat entre l'association et un proche collaborateur du président du conseil général de l'Isère, M. Louis Mermet, député-maire de Vienne. Lors d'une réunion tenue le 27 août, le conseil d'administration de l'association familiale ayant marqué son refus de négocier en priorité avec les collectivités locales et départementales, l'association a été dépossédée de son site le 14 septembre.

« C'est une situation très délicate », déclare M. Grange, conseiller général du canton de Bourgoin-Jallieu, qui se trouve à l'origine de la situation. « Une association de habitants, créée, créée par des responsables de l'association... »

Le directeur de Chapeau-Cornu pour sa part, qui se plan de sauvetage proposé par un ancien administrateur de l'association, M. Ducien Molli, est un organisme de vacances sociales, Loisirs-Vacances-Tourisme (3). « Il a été envisagé que quelques habitants pour les besoins de la cause... »

« C'est une situation très délicate », déclare M. Grange, conseiller général du canton de Bourgoin-Jallieu, qui se trouve à l'origine de la situation. « Une association de habitants, créée, créée par des responsables de l'association... »

VILLARS SUR OLLON - SUISSE

225 unités hôtelières de l'axe Villars-sur-Ollon (1250 m) à la station des Alpes. Une toute nouvelle formule de villas en propriété par étapes, avec inscription au Registre Immobilier et possibilité d'achat pour étrangers.

Profitez également de notre offre spéciale pour les derniers appartements. Les achats résidentiels à proximité immédiate de l'hôtel.

SUISSE+

LA BONNE ADRESSE

HOTEL EXCELSIOR

19-11/11-16-41

1500 - 2200 m. Région Voralpe/Grand Saint-Bernard. Intégralité en pension complète 7 jours FF 375 à 624. Cuisine, mécanique, FF 135, 1/2 journée FF 100. Location pour location. DU TOURISME. CH-1000 CHAM-1000. Téléphone : 1041/254-12-27.

Le but est de connaître pour les quatre semaines ! Centre sportif pour les sports d'hiver. Information : Office de Tourisme, CH-7504 Pontresina.

VÉCU

Le Channel au long cours

5500 KILOMÈTRES DE RIVAGES SOUS LA LOUPE

(Suite de la page 17.)

Les côtes longtemps désertées, aujourd'hui, sont irrémédiablement attirées sur les Français : 0,6 % de la population française dans les huit ou quatre-vingt communes littorales au long des côtes méditerranéennes, cinq grandes îles (Bretagne, Corse, Alsace, Alsace, Alsace) et trente-cinq des moyennes. C'est encore sur les côtes que prolifèrent les résidences secondaires. On en dénombre quatre cent cinquante en 1974, soit le quart de la population française.

Dans plusieurs départements, on rencontre autant de résidences secondaires que de résidences principales. Elles se situent en bord de mer ou à l'intérieur.

La poule aux œufs d'or

En d'autres termes, les bétonneuses sont en train de tuer la poule aux œufs d'or. C'est la multiplication des résidences secondaires qui empêche les communes littorales de développer le tourisme. Le conservatoire de la mer, qui démarre, — les littoraux s'opposent à l'adoption de ces résidences secondaires — les littoraux s'opposent à l'adoption de ces résidences secondaires.

Un pas encore trop timide, car, selon que le souligne l'association de secrétaires au tourisme, il y a une « poule aux œufs d'or ».

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) La société de 21 juillet 1976.

Du rêve à la réalité Ceylan: Sri Lanka

C'est étonnant ! Le royaume vous offre ses terrasses de riz d'un vert lumineux, ses cotons de thé vert profond, ses plages au sable fin, bordées de cocotiers, ses jardins botaniques, ses parcs nationaux, vous découvrirez encore en ce pays une multitude de sites splendides : la civilisation bouddhique avec ses stèles relictuelles que vous pourrez admirer, ses innombrables temples et ruines diverses, l'histoire par les splendeurs des monuments de l'architecture, vous serez séduits par l'accueil chaleureux des habitants de Sri Lanka.

*Une semaine à partir de 2.900 FF, vol et hôtel inclus.

Sri Lanka Ceylan

Si vous désirez d'autres renseignements, prenez contact avec votre Agence de Voyages ou

OFFICE DU TOURISME CEYLANAIS
61, quai d'Orsay, 75007 Paris. Tél. 705 26 79

Altour

d'affaires au Japon

de 5330 francs.

AN AIR LINES

BASF présente le 1^{er} ampli-tuner évolutif.

Grâce à son système de « boîtes noires » interchangeables, l'ampli-tuner BASF 8440 permet dès aujourd'hui de s'adapter aux innovations techniques de demain.

Prix indicatif au 1.10.77 : 3 800 F.

Documentation et les points de vente sélectionnés sur simple demande à BASF, 140, rue Jules-Guesde 93000 Levallois-Perret. Tél. 739.33.22

BASF

9^e SALON des ANTIQUAIRES

NOVEMBRE - 5 DÉCEMBRE 1977

PAVILLON SPÉCIAL

PLACE DE LA BASTILLE

ts. les jrs. 10 h à 20 h

mardi et vendredi 10 h à 23 h

SPORTS D'HIVER NOËL ET JOUR DE L'AN en ROUMANIE

Départs par vols réguliers TAROM ou AIR FRANCE.

En quelques heures, vous êtes dans la station choisie : SINAIA, PREDEAL, POIANA BRASOV.

Prix par personne, tout compris :
- 1 semaine à partir de 1.550 F
- 2 semaines à partir de 2.160 F

Inscriptions auprès de votre agence de voyages habituelle.

Renseignements et documentation : OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN et Cie Aérienne TAROM 38, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS. Tél. : 073.79.08 et 073.27.14.

Documentation "Sports d'hiver en Roumanie" à adresser à : M. Adresse : Code postal : Ville :

TRAJECT

d'abord, la travail professionnel créé pour d'importantes

Le poids des contraintes du travail domestique et des obligations familiales n'est pas égal pour tous. En France, par exemple, la durée des obligations domestiques et familiales (incluant les soins personnels) est en moyenne de 4 h 1/10 par jour pour le travail-

Ainsi, le loisir nait non seulement de la réduction de la durée du travail professionnel ou du travail domestique sous l'effet du progrès technique, mais aussi d'une régression ou même limitation du contrôle des activités de base familiales, professionnelles ou politiques sur la vie personnelle de l'individu. Tout se passe comme si, au stade avancé des sociétés industrielles, à l'entrée de l'ère post-industrielle, se produisait une valorisation sociale de l'individu, qui conquiert sur la collectivité le temps de se réaliser dans ses propres activités.

Les différences de revenus, de niveau d'instruction qui différencient les classes sociales, créent des inégalités souvent très lourdes entre les groupes sociaux. Ainsi, en France, en 1956, un cadre supérieur dépensait en moyenne dix-sept fois plus pour ses loisirs qu'un ouvrier agricole. Aucun indice ne permet de penser que cette différence a diminué ces vingt dernières années. Quoique la ségrégation sociale des masses du dix-neuvième siècle ait disparu, il n'est pas possible, de soutenir que le développement de l'instruction obligatoire ou la di-

Enfin, la croissance dis-
proportionnée dans le temps libre
entre le temps affecté aux tra-
vaux et le temps affecté aux
loisirs et le temps affecté
aux activités d'engagement social,
sportif ou politique, s'affirme
depuis ces dernières années dans

Il est possible que les tâches majeures d'une civilisation de l'olér de l'ère post-industrielle soient de réinventer tous les modèles de la réalisation personnelle et de l'engagement familial et social. Certaines révoltes d'après la guerre ont été déclenchées par la parodie des nouvelles générations nous y invitent déjà.

JOFFRE DUMAZEDIER

(5) Claudine Attias-Donfut : *Veux et Loists du troisième* (C.I.G.B., 1972).
(7) A. Scaial : *The use of the* (Mouton, 1973).
(8) A. Scaial : *The use of the* (Mouton, 1973).

majeures par rapport à la valorisation sociale de l'individu : il permet le déassement, qui peut libérer de la fatigue ; le divertissement, qui peut libérer de l'ennui ; le dépassement, qui peut libérer le corps ou l'esprit des limitations et des routines qu'imposent souvent l'exercice répété et spécialisé des obligations professionnelles, familiales, spirituelles, ou socio-politiques.

Le loisir se développe progressivement à travers des périodes et des activités distinctes. On peut en faire un inventaire par rapport aux rythmes du travail professionnel quatre périodes : le loisir de fin de journée, le loisir de fin de semaine (week-end de deux jours), le loisir de fin d'années (vacances d'une durée légale d'un mois en France depuis 1936), le loisir de fin de vie de travail (Ce temps de la retraite, Age négatif par rapport au travail, tend à se transformer en troisième âge par rapport à la réalisation de l'individu quand les ressources et la santé sont suffisantes). Le loisir a trois

Enfin, ~~les~~ ~~activités~~ peuvent s'incarner en des niveaux culturels variables dans des activités physiques (promenades ou sports), ~~matérielles~~ (bricolage ou jardinage de plaisance), ~~artistiques~~

WEEK-END NICE
A PARTIR
DE 580 F
PAR AVION
Cumulative
de 100000 F

STAY TO GO

610 A

Guatemala
Par les pistes et par les rios,
découvrez les villages indiens
des es, l'exubérance
de la côte Caraïbe, chefs-
d'œuvre mayas de la jungle.
17 jours - 9.000 F.

EXPLORATOR
16 place de la Madeleine
75008 Paris - Tél. 266 66 24

LOISIRS ASSOCIATION SEINE-LOISIRS JEUNES

Les diplômés de la sélection
LIVRES DISQUES JOUETS
ont été décernés le 24 Novembre
par des suggestions «autres»
pour vos cadeaux, portant le
sigle L.J.

Loisirs Jeunes, c'est aussi un hétéro-
doxisme qui donne aux parents des
idées de ses cadeaux pour le plaisir
des enfants : cinéma, T.V., exposi-
tions, théâtre, activités culturelles,
éducatives : c'est une revue à la fois
pédagogique et pédagogique.

Trois numéros gratuits vous
seront adressés sur simple
demande :

LOISIRS JEUNES - (intégrés par
le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et
au Sport) - 36 rue du Pontneuf,

Paris 8^e. Tél. : 225.60.28.

SPASSKY CO

Cannes à la Croix des Gardes face au large
les Floridiées dans 1 ha de verdure,
25 appartements de grand luxe avec piscine.

Théoule-sur-Mer sur la Méditerranée
Les Jardins de La Galère
une petite résidence
d'appartements-villas avec piscine

DEMANDE DE DOCUMENTATION

Nom.....
Adresse.....
CSCC 4 Chemin de la Vallée de la Tourne 13090 - Marseille Cedex 03

VOYAGE RESIDENCE-CLUB AGE à NICE
 Le plus grand quartier résidentiel de la ville de Nice,
 et à l'air pur, à 5 min. de la Promenade des Anglais
LES JARDINS FLEURS DE FABRON
 188, avenue de Fabron - 06200 NICE - Tél. (93) 11 11 11
 Tous services de ménage, restauration, santé, loisirs parfaitement assurés
 Réservez vite : 06 43 68 68 68

Votre appartement :
à St-Gervais (Haute-Savoie)
30 % moins cher.



Voici une petite résidence à un prix compétitif, puisque le prix des appartements est 30 % moins cher que le prix d'appartements identiques dans les stations de ski voisines. Ça ne devrait pas durer. Mais vous pouvez en profiter.

St-Gervais est vraiment le lieu idéal des vacances d'hiver et d'été pour toute la famille. Studio, 2, 3 et 4 pièces à partir de 4 400 F m². Prix fermes et définitifs. Nous pouvons vous proposer de nombreuses réalisations en Haute-Savoie.

le saphir
Real Estate
St-Gervais-les-Bains - Haute-Savoie

SURVEILLANCE
33 bd de Capotail - 75006 Paris - 522.37.50
33 s. J.-B. Pons - 0451.61.00

« Je suis très intéressé par votre offre de biens immobiliers. Merci de m'adresser plus de détails »

A Nice,
la mer, le soleil et le calme,
cela existe encore...

... Au pied du Monte-Borjen, 5 boulevard Francis Flahute,
près du Parc Vieux, une luxueuse résidence
de 20 appartements (idéale 2 ou 4 pièces) entourée au bord du mer,
est sous signature: **ROMETTI**

Provenance en Italie - F. Rometti 87, Bd P. Garçon 06009-NNE TEL 63287-28,39

N° _____

le front de mer

Pour tout renseignement sur cette rubrique, s'adresser à MULTIMEDIA:271 32 55

هكذا من الأصل

Hippisme

LA TRAJECTOIRE ROTHSCCHILD

En France, l'élevage de chevaux de pur-sang est une passion. Même le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a une passion pour les chevaux. Il est propriétaire de plusieurs chevaux de pur-sang et a même élevé un poulain, le "Giscard", qui a été nommé "Cheval de l'année 1976".

Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a une passion pour les chevaux. Il est propriétaire de plusieurs chevaux de pur-sang et a même élevé un poulain, le "Giscard", qui a été nommé "Cheval de l'année 1976".

Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a une passion pour les chevaux. Il est propriétaire de plusieurs chevaux de pur-sang et a même élevé un poulain, le "Giscard", qui a été nommé "Cheval de l'année 1976".

Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a une passion pour les chevaux. Il est propriétaire de plusieurs chevaux de pur-sang et a même élevé un poulain, le "Giscard", qui a été nommé "Cheval de l'année 1976".

Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a une passion pour les chevaux. Il est propriétaire de plusieurs chevaux de pur-sang et a même élevé un poulain, le "Giscard", qui a été nommé "Cheval de l'année 1976".

Cours en hausse au Kentucky

Les courses de chevaux au Kentucky ont connu une hausse importante ces dernières semaines. Les prix ont augmenté de manière significative, attirant ainsi un grand nombre de spectateurs.

Les courses de chevaux au Kentucky ont connu une hausse importante ces dernières semaines. Les prix ont augmenté de manière significative, attirant ainsi un grand nombre de spectateurs.

Les courses de chevaux au Kentucky ont connu une hausse importante ces dernières semaines. Les prix ont augmenté de manière significative, attirant ainsi un grand nombre de spectateurs.

« Aller élever des poulains pondus... »

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

Des premiers discours, des premières actions, des premières décisions. C'est le début d'une nouvelle aventure pour les éleveurs de poulains.

SPASSKY COMMENCE MAL

checs N° 738

FINALE DU TOURNOI

Belgrade, 23 novembre 1977

Blancs : B. SPASSKY

Noirs : V. KOROTKOY

1. d4 d5 2. f3 f6 3. e4 e5

4. f4 f5 5. g3 g4 6. h3 h4

7. g4 g5 8. h4 h5 9. g5 g6

10. h5 h6 11. g6 g7 12. h6 h7

13. g7 g8 14. h7 h8 15. g8 g9

16. h8 h9 17. g9 g10 18. h9 h10

19. g10 g11 20. h10 h11 21. g11 g12

22. h11 h12 23. g12 g13 24. h12 h13

25. g13 g14 26. h13 h14 27. g14 g15

28. h14 h15 29. g15 g16 30. h15 h16

31. g16 g17 32. h16 h17 33. g17 g18

34. h17 h18 35. g18 g19 36. h18 h19

37. g19 g20 38. h19 h20 39. g20 g21

40. h20 h21 41. g21 g22 42. h21 h22

43. g22 g23 44. h22 h23 45. g23 g24

46. h23 h24 47. g24 g25 48. h24 h25

49. g25 g26 50. h25 h26 51. g26 g27

52. h26 h27 53. g27 g28 54. h27 h28

55. g28 g29 56. h28 h29 57. g29 g30

58. h29 h30 59. g30 g31 60. h30 h31

61. g31 g32 62. h31 h32 63. g32 g33

64. h32 h33 65. g33 g34 66. h33 h34

67. g34 g35 68. h34 h35 69. g35 g36

70. h35 h36 71. g36 g37 72. h36 h37

73. g37 g38 74. h37 h38 75. g38 g39

76. h38 h39 77. g39 g40 78. h39 h40

79. g40 g41 80. h40 h41 81. g41 g42

82. h41 h42 83. g42 g43 84. h42 h43

85. g43 g44 86. h43 h44 87. g44 g45

88. h44 h45 89. g45 g46 90. h45 h46

91. g46 g47 92. h46 h47 93. g47 g48

94. h47 h48 95. g48 g49 96. h48 h49

97. g49 g50 98. h49 h50 99. g50 g51

100. h50 h51 101. g51 g52 102. h51 h52

103. g52 g53 104. h52 h53 105. g53 g54

106. h53 h54 107. g54 g55 108. h54 h55

109. g55 g56 110. h55 h56 111. g56 g57

112. h56 h57 113. g57 g58 114. h57 h58

115. g58 g59 116. h58 h59 117. g59 g60

118. h59 h60 119. g60 g61 120. h60 h61

121. g61 g62 122. h61 h62 123. g62 g63

124. h62 h63 125. g63 g64 126. h63 h64

127. g64 g65 128. h64 h65 129. g65 g66

130. h65 h66 131. g66 g67 132. h66 h67

133. g67 g68 134. h67 h68 135. g68 g69

136. h68 h69 137. g69 g70 138. h69 h70

139. g70 g71 140. h70 h71 141. g71 g72

142. h71 h72 143. g72 g73 144. h72 h73

145. g73 g74 146. h73 h74 147. g74 g75

148. h74 h75 149. g75 g76 150. h75 h76

151. g76 g77 152. h76 h77 153. g77 g78

154. h77 h78 155. g78 g79 156. h78 h79

157. g79 g80 158. h79 h80 159. g80 g81

160. h80 h81 161. g81 g82 162. h81 h82

163. g82 g83 164. h82 h83 165. g83 g84

166. h83 h84 167. g84 g85 168. h84 h85

169. g85 g86 170. h85 h86 171. g86 g87

172. h86 h87 173. g87 g88 174. h87 h88

175. g88 g89 176. h88 h89 177. g89 g90

178. h89 h90 179. g90 g91 180. h90 h91

181. g91 g92 182. h91 h92 183. g92 g93

184. h92 h93 185. g93 g94 186. h93 h94

187. g94 g95 188. h94 h95 189. g95 g96

190. h95 h96 191. g96 g97 192. h96 h97

193. g97 g98 194. h97 h98 195. g98 g99

196. h98 h99 197. g99 g100 198. h99 h100

199. g100 g101 200. h100 h101 201. g101 g102

202. h101 h102 203. g102 g103 204. h102 h103

205. g103 g104 206. h103 h104 207. g104 g105

208. h104 h105 209. g105 g106 210. h105 h106

211. g106 g107 212. h106 h107 213. g107 g108

214. h107 h108 215. g108 g109 216. h108 h109

217. g109 g110 218. h109 h110 219. g110 g111

220. h110 h111 221. g111 g112 222. h111 h112

223. g112 g113 224. h112 h113 225. g113 g114

226. h113 h114 227. g114 g115 228. h114 h115

229. g115 g116 230. h115 h116 231. g116 g117

232. h116 h117 233. g117 g118 234. h117 h118

235. g118 g119 236. h118 h119 237. g119 g120

238. h119 h120 239. g120 g121 240. h120 h121

241. g121 g122 242. h121 h122 243. g122 g123

244. h122 h123 245. g123 g124 246. h123 h124

247. g124 g125 248. h124 h125 249. g125 g126

250. h125 h126 251. g126 g127 252. h126 h127

253. g127 g128 254. h127 h128 255. g128 g129

256. h128 h129 257. g129 g130 258. h129 h130

259. g130 g131 260. h130 h131 261. g131 g132

262. h131 h132 263. g132 g133 264. h132 h133

265. g133 g134 266. h133 h134 267. g134 g135

268. h134 h135 269. g135 g136 270. h135 h136

271. g136 g137 272. h136 h137 273. g137 g138

274. h137 h138 275. g138 g139 276. h138 h139

277. g139 g140 278. h139 h140 279. g140 g141

280. h140 h141 281. g141 g142 282. h141 h142

283. g142 g143 284. h142 h143 285. g143 g144

286. h143 h144 287. g144 g145 288. h144 h145

289. g145 g146 290. h145 h146 291. g146 g147

292. h146 h147 293. g147 g148 294. h147 h148

295. g148 g149 296. h148 h149 297. g149 g150

298. h149 h150 299. g150 g151 300. h150 h151

301. g151 g152 302. h151 h152 303. g152 g153

304. h152 h153 305. g153 g154 306. h153 h154

307. g154 g155 308. h154 h155 309. g155 g156

310. h155 h156 311. g156 g157 312. h156 h157

313. g157 g158 314. h157 h158 315. g158 g159

316. h158 h159 317. g159 g160 318. h159 h160

319. g160 g161 320. h160 h161 321. g161 g162

322. h161 h162 323. g162 g163 324. h162 h163

325. g163 g164 326. h163 h164 327. g164 g165

328. h164 h165 329. g165 g166 330. h165 h166

331. g166 g167 332. h166 h167 333. g167 g168

334. h167 h168 335. g168 g169 336. h168 h169

337. g169 g170 338. h169 h170 339. g170 g171

340. h170 h171 341. g171 g172 342. h171 h172

هكذا من الأصل

économie-régions

Suspendues pendant le week-end les coupures temporaires d'électricité reprendront de lundi à jeudi

Les premières heures de la matinée ont été marquées par la surprise des délégués à l'Assemblée nationale (interruptions de fabrication principale) qui ont provoqué quelques manifestations. Le patronat parle de ce propos de « sabotage de l'économie », certaines chambres de commerce d'« actes », préjudiciables au bien commun, et le parti républicain de « forfait contre les Français ».

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. s'indignent de la campagne lancée contre eux, disent-ils, « par le premier ministre, le C.N.P.F. » ainsi que plusieurs grands moyens d'information.

Les électriciens C.F.D.T. « conscients de la gêne causée aux usagers », demandant un débat télévisé pour faire connaître les raisons du mouvement.

Les premières heures de la matinée ont été marquées par la surprise des délégués à l'Assemblée nationale (interruptions de fabrication principale) qui ont provoqué quelques manifestations. Le patronat parle de ce propos de « sabotage de l'économie », certaines chambres de commerce d'« actes », préjudiciables au bien commun, et le parti républicain de « forfait contre les Français ».

En outre, selon la C.G.T., les responsables de grosses industries ont refusé de réduire leur consommation d'électricité. « Ainsi était mis en danger l'ensemble du réseau qui ne doit pas descendre au-dessous d'une certaine fréquence... » — G. S.

En outre, selon la C.G.T., les responsables de grosses industries ont refusé de réduire leur consommation d'électricité. « Ainsi était mis en danger l'ensemble du réseau qui ne doit pas descendre au-dessous d'une certaine fréquence... » — G. S.

En outre, selon la C.G.T., les responsables de grosses industries ont refusé de réduire leur consommation d'électricité. « Ainsi était mis en danger l'ensemble du réseau qui ne doit pas descendre au-dessous d'une certaine fréquence... » — G. S.

BILLET FRANC-VERT ET CO-RESPONSABILITÉ

En annonçant une dévaluation prochaine du « franc vert », le gouvernement a déclenché, le 3 décembre, les pouvoirs publics et les professionnels ont estimé qu'il n'était pas raisonnable d'attendre une amélioration de la compétitivité de l'agriculture française. Ils ont raison : le niveau (15,5 %) atteint par les montants compensatoires perçus lors des échanges intra-communautaires, afin de compenser les écarts de change entre les monnaies nationales, ne reflète pas la réalité des producteurs français par rapport à leurs collègues allemands notamment (le Monde du 1^{er} décembre).

Alors de « démantèlement » — ces montants compensatoires, on alignera progressivement le « franc vert » sur la valeur réelle de la monnaie nationale par rapport à l'unité de compte européenne. En 1978, à assurer le gouvernement, une étape « décisive » sera franchie dans ce sens, puisque la dévaluation du « franc vert » atteindra au total 5 % environ. Ce choix en faveur d'une « politique de vérité » est légitime, bien que dangereux pour l'indice des prix, dans la mesure où il devrait entraîner, en 1978, une augmentation totale des prix garantis aux producteurs d'au bas mot 7 % (contre 0,2 % l'an passé), compte tenu des hausses de prix moyennes qui devraient être décidées par le conseil des Neuf en avril.

La décision de procéder, dès le 1^{er} janvier, à une première tranche de dévaluation de 2,5 % aura par ailleurs un avantage pratique immédiat qui n'a guère été souligné. Elle permet, en effet, de régler sans délai électoral un des dossiers agricoles les plus épineux du moment : celui de la taxe dite de « co-responsabilité » sur la filière Cereale. Cette taxe, de 1,5 % par hectolitre de blé, devait être payée depuis le mois de septembre sur la feuille de paie des producteurs. En fait, il n'en a rien été, les sommes dues (70 millions de francs de septembre à décembre) ayant été jusqu'à présent « avancées » aux agriculteurs par la F.O.M.A. (Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles). L'augmentation de 2,5 % des prix garantis aux producteurs dès janvier prendra donc le « relais » de ces « facilités de paiement », en permettant aux producteurs de régler la taxe sans perte de revenus et même avec un léger gain.

Reste la « trou de janvier », comme l'a surnommé le président des chambres d'agriculture. Les producteurs de blé seront-ils contraints, ce mois-là, de payer cette taxe ou bien les pouvoirs publics trouveront-ils — comme leurs collègues danois, néerlandais ou belges du reste — un moyen ingénieux (prime de qualité ou autre) pour faire « passer la pilule » ?

VERONIQUE MAURIS.

En outre, selon la C.G.T., les responsables de grosses industries ont refusé de réduire leur consommation d'électricité. « Ainsi était mis en danger l'ensemble du réseau qui ne doit pas descendre au-dessous d'une certaine fréquence... » — G. S.

En outre, selon la C.G.T., les responsables de grosses industries ont refusé de réduire leur consommation d'électricité. « Ainsi était mis en danger l'ensemble du réseau qui ne doit pas descendre au-dessous d'une certaine fréquence... » — G. S.

En outre, selon la C.G.T., les responsables de grosses industries ont refusé de réduire leur consommation d'électricité. « Ainsi était mis en danger l'ensemble du réseau qui ne doit pas descendre au-dessous d'une certaine fréquence... » — G. S.

L'ILE-DE-FRANCE EN FRANCE

Il s'agit de la première page. Les délégués de la décentralisation à été utile en d'autres temps ; mais elle aurait perdu sa raison d'être. La région parisienne ne serait plus, sans risque pour elle-même, en état de contribuer au développement des provinces par l'assainissement de ses activités industrielles et tertiaires.

Il faut répondre à cela que l'évolution de l'emploi qui s'est produite depuis trois ans en région parisienne — et elle est préoccupante — n'est pas, cependant, différente de celle du reste du pays. Il est même établi que bien des régions accusent aujourd'hui un taux de sous-emploi supérieur à celui de l'Ile-de-France.

Et puis, il y a une autre réalité, particulièrement significative de la situation réelle de l'emploi en région parisienne : c'est le nombre très élevé des travailleurs étrangers qu'il a fallu y faire venir pour occuper les emplois dans la population locale ne voulait plus, et que les provinces ne désirent pas chercher à Paris. Sous l'effet de l'appel d'air provoqué par l'abondance des emplois offerts malgré les résultats de la décentralisation, la région parisienne est devenue la plus forte concentration européenne de travailleurs immigrés. Si la mesure de la saturation atteinte par une fraction quelconque d'un territoire est la quantité de personnes qu'il a fallu déplacer pour répondre aux besoins locaux de main-d'œuvre, on peut vraiment dire que la région parisienne est, par rapport à n'importe quelle autre région, une région saturée. Elle continue donc à justifier l'ensemble des dispositions que l'on a déjà prises à son égard, et dont on sait qu'elles sont appliquées avec modération.

Le plus surprenant, à vrai dire, n'est pas cette situation à l'évidence anormale, mais l'attitude de ceux qui n'hésitent pas à revendiquer toujours plus d'expansion pour cette région, incapable de la nourrir de sa propre substance. Qui ne voit qu'elle ne peut que continuer à attirer par millions de nouveaux habitants, qu'une concentration supplémentaire, à une immigration supplémentaire.

Je sais bien qu'on a du mal à envisager l'avenir d'une région sans aller celle-ci dans la perspective d'une expansion continue. Progrès et progression sont des termes si proches, que l'absence possible de progression heurte ou fait peur. Le renoncement au développement sur place ressemble à une volonté de déclin ou d'abandon. Comment évoluer dans le sens du progrès, c'est-à-dire dans le sens d'une amélioration réelle de ce qui est, sans aller en même temps dans le sens d'une dégradation de la croissance, et surtout de l'ambition de la croissance ? Cela paraît, à beaucoup, difficile, à certains, impossible.

Je suis pourtant persuadé que c'est cette voie de mesure qui se recommande à l'Ile-de-France et répond désormais le mieux à sa vocation. Il n'est pas téméraire, il est raisonnable, de voir dans son nouveau nom le gage d'une harmonie avec le reste du pays. Cette harmonie ne se trouve évidemment pas dans l'antique bouillie. L'Ile-de-France ne doit pas être la région parisienne quand même.

L'harmonie, à l'inverse, ne suppose ni immobilité ni sclérose. Elle est leur contraire : la faculté de renouvellement, de préparation du lendemain, d'échanges multiples avec le monde, la capacité de proposer, de rayonner, de distraire, d'être à l'écoute et de comprendre. Vouée par l'histoire à la direction de l'ensemble, bénéficiaire de ressources exceptionnelles sur le plan des talents et des énergies, comment l'Ile-de-France, œuvre nationale, ne ressentirait pas un devoir spécifique : celui d'orienter son dynamisme de la façon la plus profitable à la nation, sans égocisme indigne d'elle ?

A l'état, de toutes façons, d'y veiller.

JEAN CONTRUCCI.

La clinique de Lille n'était pas inscrite dans la catégorie prioritaire

De notre correspondant

Le 1^{er} décembre dans le Nord et ailleurs celles qui ont affecté la clinique de Lille (le Monde du 3 décembre) ont suscité diverses réactions. Vendredi matin 2 décembre, des délégués de plusieurs syndicats se sont rendus au siège de la F. à Roubaix pour protester. Le comité interprofessionnel social économique (CISE), organisation locale du C.N.P.F., a publié un communiqué : « Des centaines d'ouvriers arrêtés, des milliers de produits abandonnés, des millions de produits abandonnés ou perdus des cliniques ou des usines chassées pendant des heures, il ne s'agit plus de 3 mois d'un véritable sabotage organisé de l'économie mais de la vie du pays tout entier. » Le syndicat C.G.T. E.D.F.-G.D.F. a, non vendredi, au cours d'une conférence de presse, une campagne orchestrée par le patronat « n'a pas, par la démission, dressé la population contre un personnel attaché à la notion de service ». « Ce qui concerne la coupure des dans une clinique de la rue Fillole, cet établissement est classé en catégorie 1, mais par exemple un C.H.R. depuis 1972, en catégorie 3, a été provisoirement classé en catégorie 1 après les incidents

LES « COUPURES SAUVAGES »

Le parti républicain, dont le secrétaire général est M. Jean-Pierre Solson, a publié, vendredi 2 décembre, une déclaration dans laquelle il souligne : « Le droit de grève doit demeurer la ressource ultime des travailleurs. (...) L'utiliser à d'autres fins, et notamment à des fins purement politiques, c'est le dévoyer, et, à terme, le condamner. L'anarchie que certains prétendent instaurer depuis vendredi matin par des coupures sauvages d'électricité constitue un véritable forfait contre les Français. Le parti républicain demande au gouvernement d'appliquer fermement la loi pour qu'il y ait mis fin et pour qu'il soit assuré la protection des citoyens et celle du patrimoine économique national. »

LE P.R. CONDAMNE LES « COUPURES SAUVAGES »

Le parti républicain, dont le secrétaire général est M. Jean-Pierre Solson, a publié, vendredi 2 décembre, une déclaration dans laquelle il souligne : « Le droit de grève doit demeurer la ressource ultime des travailleurs. (...) L'utiliser à d'autres fins, et notamment à des fins purement politiques, c'est le dévoyer, et, à terme, le condamner. L'anarchie que certains prétendent instaurer depuis vendredi matin par des coupures sauvages d'électricité constitue un véritable forfait contre les Français. Le parti républicain demande au gouvernement d'appliquer fermement la loi pour qu'il y ait mis fin et pour qu'il soit assuré la protection des citoyens et celle du patrimoine économique national. »

Le conseil régional renouvelle son opposition au projet du barrage sur le Verdon

De notre correspondant

Marseille. — Le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur vient de faire connaître son opposition formelle à l'édification projetée par l'E.D.F. d'un barrage sur le Verdon, est affluant de la Durance qui, entre Castellane et Moustiers-Sainte-Marie, a creusé des gorges célèbres.

Ce projet, qui remonte à 1973, avait été mis en sommeil après les protestations orchestrées par l'association Hommes, nature, loisirs au canyon du Verdon, qu'animait M. Roger Verdéjan.

Il consistait à créer une retenue de 315 hectares et 40 millions de mètres cubes à la hauteur du village de Chasteuil à l'entrée des gorges. Les eaux seraient ensuite dirigées dans une conduite forcée souterraine de 4 mètres de diamètre et 14 600 mètres de long jusqu'aux environs de Moustiers, où serait édifiée une usine souterraine pouvant produire 200 millions de kW/h. A cet endroit, une station de pompage capterait en outre l'eau du barrage de Sainte-Croix tout proche, l'édifiant jusqu'à un lac artificiel de 51 hectares situé sur le plateau du Plan de la Tour, d'où elle chuterait vers l'usine en aménageant le rendement.

Les défenseurs du site font remarquer qu'après ces travaux le débit du Verdon serait considérablement réduit, ce qui risquerait, selon eux, de porter atteinte aux conditions hygro-biologiques et climatiques très particulières des gorges.

M. Jean-François, sénateur (Union cent.) et maire de Salomon-de-Provence, vient dans une question écrite posée à M. René Monory, ministre de l'Industrie,

TRANSPORTS

Le navire N 500, ingénieur Jean-Berthelot a fait sa première traversée de Pauillac en Gironde, où il a été construit, jusqu'à Boulogne-sur-Mer. Le navire peut naviguer à 133 kilomètres à l'heure, avec une charge utile de 105 tonnes, c'est-à-dire 400 passagers et 65 voitures. Ses dimensions, 60 mètres sur 23, en font le plus gros aéroglisseur du monde. A partir du printemps 1978, le N 500 sera mis en service entre Boulogne et Douvres pour le compte de la S.N.C.F. et des British Railways, sous le pavillon de la société Seaplane.

TRANSPORTS

Le navire N 500, ingénieur Jean-Berthelot a fait sa première traversée de Pauillac en Gironde, où il a été construit, jusqu'à Boulogne-sur-Mer. Le navire peut naviguer à 133 kilomètres à l'heure, avec une charge utile de 105 tonnes, c'est-à-dire 400 passagers et 65 voitures. Ses dimensions, 60 mètres sur 23, en font le plus gros aéroglisseur du monde. A partir du printemps 1978, le N 500 sera mis en service entre Boulogne et Douvres pour le compte de la S.N.C.F. et des British Railways, sous le pavillon de la société Seaplane.

TRANSPORTS

Le navire N 500, ingénieur Jean-Berthelot a fait sa première traversée de Pauillac en Gironde, où il a été construit, jusqu'à Boulogne-sur-Mer. Le navire peut naviguer à 133 kilomètres à l'heure, avec une charge utile de 105 tonnes, c'est-à-dire 400 passagers et 65 voitures. Ses dimensions, 60 mètres sur 23, en font le plus gros aéroglisseur du monde. A partir du printemps 1978, le N 500 sera mis en service entre Boulogne et Douvres pour le compte de la S.N.C.F. et des British Railways, sous le pavillon de la société Seaplane.

TRANSPORTS

Le navire N 500, ingénieur Jean-Berthelot a fait sa première traversée de Pauillac en Gironde, où il a été construit, jusqu'à Boulogne-sur-Mer. Le navire peut naviguer à 133 kilomètres à l'heure, avec une charge utile de 105 tonnes, c'est-à-dire 400 passagers et 65 voitures. Ses dimensions, 60 mètres sur 23, en font le plus gros aéroglisseur du monde. A partir du printemps 1978, le N 500 sera mis en service entre Boulogne et Douvres pour le compte de la S.N.C.F. et des British Railways, sous le pavillon de la société Seaplane.

ÉTRANGER

La Chine et le Japon ont conclu un accord commercial à long terme

Un accord commercial à long terme vient d'être conclu à Pékin entre la Chine et le Japon. Cet accord — le premier du genre — sera paraphé en janvier. Il est de plus la première manifestation concrète de la nouvelle politique d'ouverture de la Chine à l'Occident.

Depuis un an, les délégations d'hommes d'affaires japonaises et occidentales se sont succédées à Pékin. Chacune, au retour, ne manquait pas de déclarer que la Chine était prête à développer ses échanges avec l'étranger. En sens inverse, les missions commerciales, bancaires ou militaires chinoises aux multiples visites au Japon, aux États-Unis, dans les pays européens, et se sont intéressées à de nombreux secteurs. Mais, jusqu'à présent, aucun contrat important comparable à ceux qui avaient été passés dans les années 1973-1976 n'avait été signé.

On pouvait donc penser que 1977 s'achèverait, sans que se manifeste concrètement la nouvelle politique d'ouverture proclamée à maintes reprises par le Quotidien du peuple. Or un accord commercial à long terme a été conclu le 28 novembre à Pékin, entre le vice-premier ministre Li Hsien-nien et une délégation d'hommes d'affaires japonais.

De 1978 à 1983, la Chine fournira au Japon du pétrole et probablement du charbon en échange d'usines, d'acier et de technologies avancées : pétrochimie, engrais, métallurgie et transport. En 1983, l'industrie nipponne recevra

15 millions de tonnes de pétrole chinois. C'est beaucoup moins que les chiffres qui avaient été annoncés : mais, pour le Japon, qui consomme chaque année environ 300 millions de tonnes, et qui cherche à diversifier ses approvisionnements, cela représente une certaine sécurité.

Depuis longtemps, les industriels japonais, qui menaient à Pékin chaque année, et parfois chaque semestre, de longues et pénibles discussions sur des produits divers, avaient demandé la conclusion d'un tel accord global. Celui-ci relâche les échanges commerciaux entre les deux pays, qui n'avaient cessé de se dégrader, pour atteindre en 1976 seulement 3,1 milliards de dollars. Durant les six premiers mois de cette année, ils avaient encore diminué de 10 %.

Le Japon, qui avait obtenu entre 1972 et 1976 le tiers des commandes chinoises d'usines clés en main, espère reconquérir ce marché privilégié. Les sidérurgistes retrouvent quant à eux, aussi le soutien à l'exportation de 1976, le volume de leurs commandes, qui pouvaient se révéler moins importantes que prévu. Ils obtenaient ainsi des rabais de 30 % l'accord qui vient d'être conclu devrait mettre fin à cette pratique.

MAXIME DOUBLET.

ÉTATS-UNIS

● Le chômage a légèrement diminué en novembre, revenant de 7 % à 6,9 % de la population active, soit 6,8 millions de sans travail. Cependant, les effectifs employés ont enregistré leur plus forte augmentation depuis avril 1960, passant de 91,3 à 92,1 millions. Cette hausse de 850 000 personnes pourrait refléter l'embauche plus tôt que de coutume d'employés temporaires dans les magasins à l'approche des ventes de Noël. Le taux de chômage chez les Noirs (12,8 % en novembre) a continué à être plus élevé que celui des Blancs (6 %). — (A.F.P.)

GRANDE-BRETAGNE

● La Chambre des lords britanniques a approuvé le 1^{er} décembre le refus des dirigeants de la société Rio Tinto Zinc (R.T.Z.) d'accepter l'augmentation de la part de la société Westinghouse par quatre compagnies électriques américaines qui contrôlent la moitié du capital de la R.T.Z. La décision de la Chambre des lords a été rendue publique après que la société Westinghouse se soit plainte d'avoir été victime du cartel de l'uranium dont fait partie, selon elle, la société britannique R.T.Z.

JAPON

● Le nombre des chômeurs au Japon a diminué de cinquante mille en octobre, pour revenir à un million de personnes (estimation officielle). Ce niveau est le même qu'en octobre 1976. Le taux de chômage est de 2,01 % de la population active (compte tenu des ajustements saisonniers). Les chômeurs comprennent 630 000 hommes et 370 000 femmes. Depuis le début de l'année, le nombre de chômeurs était resté constamment supérieur à un million de personnes, tandis que le taux de chômage se maintenait aux environs de 2 % depuis le mois de mai dernier. La population active au Japon compte 50 000 000 de personnes, soit six cent mille de plus qu'il y a un an. — (A.F.P.)

● **ERRATUM** — L'article intitulé « Malaise industriel dans l'Ouest irlandais » paru dans le numéro du 29 novembre, non pas l'Irlande du Nord, comme il a été indiqué par erreur, mais la République d'Irlande.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE WILAYA DE TLEMCEN Société du Parc de la Wilaya de Tlemcen AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres est lancé en vue de la fourniture d'équipements complets nécessaires à une unité d'injection thermoplastique pour la confection de bacs de ramassage de fruits et légumes.

Les entreprises intéressées peuvent soumissionner pour cet équipement. Les dossiers d'appel d'offres pourront être retirés auprès de la Société du Parc de la Wilaya de Tlemcen, faubourg Abou-Tachfine, Wilaya de Tlemcen, ALGERIE.

La date limite de remise des plis est fixée au 20 décembre 1977, à 18 heures. Les offres devront être présentées sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe extérieure devra porter la mention : « Soumission Unité d'Injection Thermoplastique - à ne pas ouvrir ». Elles seront adressées à la Société du Parc de la Wilaya de Tlemcen.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours.

En R.F.A.

LE CHOMAGE DÉPASSE A NOUVEAU LE MILLION

(De notre correspondant)

Bonn. — Alors que durant l'automne le nombre des chômeurs avait quelque peu régressé, il vient de franchir à nouveau le « seuil psychologique » du million. Selon l'Office fédéral du travail, 1 004 300 chômeurs ont été enregistrés en novembre, ce qui équivaut à 4,4 % de la population active, au lieu de 4,2 % en octobre. Cette évolution ne provoque pas toutefois de surprise véritable dans la mesure où elle est due très largement à des influences saisonnières.

Dans l'ensemble, les hommes sont plus affectés que les femmes. Pour les uns, le chômage a augmenté de 38 000 pour atteindre les 481 000 ; pour les autres, il s'est accru de 11 000 seulement pour se situer toutefois à 522 700. En revanche, la situation est restée presque stationnaire chez les moins de vingt ans : en augmentation de 2 100, le nombre des chômeurs dans cette catégorie est de 97 200.

Un aspect inquiétant tout particulièrement les autorités : le chômage partiel prend de plus en plus d'importance et affecte aujourd'hui 234 000 personnes. Les industries les plus touchées sont la sidérurgie, l'électrotechnique, la construction de machines, le textile et la confection. On estime que la Commission européenne vient d'acheter le gouvernement fédéral à ouvrir plus largement ses portes à l'immigration. — J. W.

Malaise industriel dans l'Ouest irlandais

De notre correspondant

Dublin. — Le gouvernement irlandais continue ses efforts en vue de résoudre la crise de Limerick, ville située à 150 kilomètres au sud-ouest de la capitale, où, cette semaine, l'entreprise multinationale néerlandaise AAKZO a décidé de fermer l'usine Ferenka, qui fabriquait des cordes d'acier utilisées dans la production des pneus, occupant les locaux pourvus de machines à la liquidation des machines. L'annonce de la fermeture vient à la suite d'une dispute intervenue entre l'usine et les syndicats irlandais qui avait arrêté la production pendant huit semaines. Mille quatre cents ouvriers sont ainsi licenciés dans une région où le chômage s'élève déjà à 20 % de la population active.

Il est certain que cette décision représente un coup très dur pour le nouveau gouvernement de M. Lynch, ainsi que pour l'I.D.A., l'agence de développement industriel qui mène campagne pour attirer des investissements étrangers. L'I.D.A. avait aussi garanti à Ferenka des subventions d'un valeur de 18 millions de livres irlandaises de l'entreprise avait déjà touché 8 millions.

Des représentants de la Confédération des employeurs irlandais se sont rendus à Arnhem, siège d'AAKZO, afin de persuader les dirigeants de la multinationale de reconsidérer leur décision, mais sans succès. Les ouvriers,

● M. Jean-Daniel Le Frane est nommé chef du service industrie au commissariat général au Plan, en remplacement de M. Luc Gomar, qui retourne dans le groupe Saint-Gobain-Font-A-Mousson. Ancien dirigeant de l'École polytechnique, âgé de quarante-quatre ans, M. Le Frane exerce diverses fonctions de responsabilité au sein du groupe Thomson-Brandt. Il était notamment président de Thomson-Louis. Il sera chargé de la préparation de la partie industrielle du VIII^e Plan.

AFFAIRES

ACCORD CIBIE-TOYOTA

La société Cibié, premier fabricant français de projecteurs pour véhicules, vient d'enlever une seconde grande commande au Japon.

Un mois à peine après avoir conclu un contrat avec le groupe Toyota Kogyo, constructeur des automobiles Mazda, portant sur la livraison de 250 000 projecteurs (le Monde du 3 novembre), la société s'approprie à signer un contrat du même type avec la firme Toyota pour la fourniture de 120 000 projecteurs exclusivement destinés, comme dans le cas précédent, aux véhicules exportés en Europe (types Celica, Crown et Carina). Une première livraison de 11 000 pièces (des lampes à lode sera expédiée courant décembre. L'accord sera définitivement signé en janvier à l'occasion de la visite que le président Pierre Cibié doit effectuer au Japon. Au siège de la société, l'on indique que des pourparlers avec d'autres constructeurs japonais ont été engagés et que, en tout état de cause, l'accord conclu avec Toyota pourrait être ultérieurement reconduit et étendu à un nombre de pièces très supérieur.

● **Factette International Canada**, filiale du groupe Factette, vient d'acquiescer 48 % du capital d'une des plus importantes librairies du Québec francophone, la Librairie Dussault, qui, elle-même, contrôle plus de dix points de vente.

● **Un comité interministériel sur l'horticulture**. — Des mesures destinées à aider l'industrie horticole française et à favoriser sa restructuration seront examinées le 8 décembre, par un comité interministériel, annoncé le 1^{er} décembre M. Georges Bolard, député (P.R.) de Besançon, après un entretien d'une dizaine de minutes avec M. Raymond Carron, en compagnie de M. Augé, président de la Chambre d'horticulture française et de M. de Chehon, directeur du cabinet du président Edgar Faure.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Nouvelle chute du dollar

Après une accalmie, et même une légère remontée, la chute du dollar a repris sur le marché des changes provoquant une hausse continue des monnaies fortes (le yen mis à part) et soumettant le « serpent » européen à une telle distorsion qu'il est à nouveau menacé d'écroulement.

En début de semaine, on avait pu croire un moment que cette chute s'arrêterait. Cependant, lundi, le dollar se redressait vivement à Tokyo mardi et surtout mercredi ; non seulement le renouveau du dollar était plus profond que prévu, et conforme à l'attente des milieux économiques japonais, mais encore le Japon annonçait qu'il se proposait de réduire de 40 % les droits d'importation sur certains produits. Le cours de la monnaie américaine, stabilisé à 240 yens à la fin de la semaine précédente par les interventions massives de la Banque du Japon, bondissait à 245 yens et même 246 yens. Cette reprise brutale, correspondant à une baisse du yen après sa flambée des jours précédents, présentait toutefois un caractère un peu trop « technique » aux yeux des observateurs.

Les acheteurs récents de yens, maisons de commerce japonaises ou banques étrangères, en ont rendu une partie, et de toute façon, ont dû se couvrir à la fin de la semaine. Les règlements qu'ils avaient différés. En outre, les milieux internationaux, après avoir tenté de faire une opinion, la publication effective des mesures envisagées pour en apprécier la portée réelle. L'effet dans le monde est que le cours du dollar s'est redressé un peu au-dessous de 242 yens à la veille du week-end, contre, toutefois, 240 yens huit jours auparavant.

La hausse du dollar à Tokyo se fit naturellement sentir sur les places européennes, où la monnaie américaine se redressait sensiblement vis-à-vis du deutschemark et du franc suisse. Mais, là aussi, elle fléchissait dès le jeudi, et retombait à l'ordinaire, quelle qu'en soit la plus part, les achats de la semaine. Le D.M. et le S.F. (2.150 F.S.). Là aussi, les opérateurs attendent pour se faire une opinion et, dans l'immédiat, continuent à salarier du déficit commercial américain, et de la position dans le temps, qu'elle continue.

Un autre élément est venu toutefois accélérer le mouvement : les achats de la spéculation, qui s'opèrent à la hausse du franc suisse et l'écart du « serpent » européen. Celui-ci est soumise à une

forte tension qu'il risque fort soit d'exploser, soit de subir un « réajustement » jugé irréversible par la plupart des cambistes. Le mouvement de « bascule » qui fait quitter le dollar par les capitaux pour les porter vers les monnaies fortes oblige en effet les monnaies faibles du « serpent » (franc belge, florin, couronne danoise et norvégienne) à suivre le deutschemark dans une ascension qu'elles ne peuvent supporter. Le franc belge a dû être soutenu vigoureusement par la Banque nationale de Belgique, qui a relevé son taux d'escompte, et par la Bundesbank. Mais il n'a pas échappé à de grandes difficultés à se maintenir. A la veille du week-

Carter, et où l'on apprend les interventions des banques centrales sur les marchés changes entre le 1^{er} août et 31 octobre 1977 ont atteint 400 milliards de dollars, dont 40 milliards de dollars (une part d'eau) pour la Réserve fédérale des États-Unis. Quant aux détenteurs de pétrole, ils ont été sérieusement de changer monnaie de compte ou, à défaut, de déplacer quelques-uns de leurs actifs placés aux États-Unis : c'est le cas des Saoudiens, pour qui l'Amérique n'est plus qu'un simple lieu de passage. Le dollar entraîne donc une chute hier des monnaies : la livre et aussi le franc, seulement les cours des mon-

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre (la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin
London...	—	1,8280	8,8179	3,8883	4,0167	63,2886	4,3443
Paris...	—	1,8175	8,8148	3,9312	4,0312	63,5761	4,3520
New-York...	1,5290	—	20,3395	46,7945	43,3103	1,8793	41,3030
Paris...	1,5175	—	20,3185	46,2320	43,0536	1,8587	41,1536
Paris...	8,8179	4,8150	—	236,71	219,52	13,9504	282,97
Paris...	8,8148	4,8090	—	234,22	218,06	13,8650	282,50
Zurich...	1,5880	2,1570	44,1078	—	36,8282	6,1331	89,5586
Zurich...	1,5812	2,1500	44,0579	—	37,0202	6,1335	89,5131
Frankfurt...	4,8167	2,2078	48,3921	103,2786	—	6,3947	92,4381
Frankfurt...	4,8318	2,2100	48,7218	103,5427	—	6,3987	92,6086
Bruxelles...	63,2886	34,7389	7,1682	16,2517	15,7382	—	14,5496
Bruxelles...	63,5761	34,9800	7,2123	16,1719	15,7709	—	14,6054
Amsterdam...	4,3443	228,70	40,2672	111,6886	108,1368	6,8730	—
Amsterdam...	4,3520	229,50	40,3814	110,7258	107,9801	6,8742	—
Milan...	1,5561	87,08	181,91	410,38	387,37	25,8519	367,40
Milan...	1,5545	87,05	180,77	408,33	385,28	25,8443	366,87

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes en conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent de 1 dollar, de 1 livre, de 1 franc, de 100 deutschemarks de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

end, on trouvait, tout au haut du « serpent », le deutschemark et, tout en bas, les autres monnaies, au plancher ou tout comme. Les rumeurs incontrôlées qui circulaient vendredi soir donnaient comme certaines une « lame fatale » peut-être même très rapide. Mais, en ce domaine, on n'est jamais sûr des dates. « C'est indéniable », a déclaré le directeur du dollar si « on peut éviter une nouvelle augmentation du prix du pétrole » et ne pas compromettre les négociations commerciales internationales. Le directeur du dollar si « on peut éviter une nouvelle augmentation du prix du pétrole » et ne pas compromettre les négociations commerciales internationales.

Les responsables de la Federal Reserve Bank de New-York. Ces propos prennent toute leur valeur dans le contexte où le Congrès américain met en place la programmation énergétique du président

LES MATIÈRES PREMIÈRES

FERMETÉ DU CUIVRE - NOUVELLE BAISSSE DU CACAO

MÉTALLS. — Les cours du cuivre ont de nouveau été orientés à la hausse. A Londres, le marché a été encouragé par des indications d'achats japonais et par la perspective d'une diminution des stocks du Mexique. Les cours ont atteint un record à la semaine précédente. La production du Zaïre est revenue

à 443 948 tonnes en 1976, contre 495 944 tonnes en 1975. Nouvelle hausse des cours du plomb. Les Soviétiques auraient acheté entre 1 250 et 2 000 tonnes supplémentaires, soit un total de 8 000 tonnes au cours des deux dernières semaines.

Repli des cours de l'étain sous l'influence de la baisse du marché de Penang. Les stocks londoniens ont diminué de 1 000 tonnes, estimés les spécialistes. La possibilité d'une vente de 30 000 tonnes de métal l'année prochaine, en provenance des stocks stratégiques des États-Unis, a également pesé sur les cours.

CAOUTCHOUC. — La demande soviétique a été contrebalancée par le repli du marché de Singapour où les disponibilités sont abondantes. La production vietnamite a démarré des sept premiers mois de l'année a totalisé 2 020 000 tonnes, contre 1 970 000 tonnes pour la période correspondante de 1976. La consommation des sept premiers mois a porté sur 1 380 000 tonnes, contre 2 070 000 tonnes.

CAOUTCHOUC. — La consommation a été la baisse, compte tenu de l'accroissement des disponibilités, est tombé à Londres à ses plus bas ni-

veaux depuis six mois. Des nouvelles directions, estimées à 30 000 et 40 000 tonnes seraient en cours d'acheminement vers l'Est du Nord Selon la F.A.O., la récolte mondiale attendue, 1,43 millions de tonnes pour la campagne 1977-1978, donnerait un excédent de 1,38 million de tonnes par rapport à la consommation.

Nouvelle progression des cours d'acier. Les ventes des producteurs américains ont été de 1,3 million de tonnes, contre 1,2 million de tonnes de la semaine précédente.

Tendance ternie sur le cuivre. Les marchés attendent à une réduction prochaine par le Brésil de son minimum d'exportation, qui passerait de 3 320 à 3 220 la tonne. La récolte mondiale de café vert a été estimée à 4,33 millions de tonnes, contre 3,66 millions de tonnes l'année dernière. Les ventes de café vert ont été de 3,6 millions de tonnes, contre 3,6 millions de tonnes l'année dernière.

CÉRÉALES. — Fluctuations en guisa des cours du blé. Le Commerce international du blé a resté à la baisse à 383 millions de tonnes, contre 385 millions de tonnes l'année dernière. L'estimation de la production mondiale de blé est de 3,66 millions de tonnes, contre 3,66 millions de tonnes l'année dernière.

Les ventes de blé d'hiver aux États-Unis paraissent excellentes.

MARCHÉ MONÉTAIRE

Nouvelle tension

Une certaine tension s'est manifestée à nouveau sur le marché monétaire de Paris, où le loyer de l'argent au jour le jour s'est élevé de 9 % à 9 3/8 %, retrouvant son niveau d'avril dernier. La Banque de France n'est pas intervenue, estimant que les liquidités étaient suffisantes pour équilibrer le marché, même si cet équilibre a été obtenu avec une hausse de 3/8 %.

Une telle hausse n'est pas pour lui déplaire, compte tenu du comportement médiocre du franc sur le marché des changes. Un tel renchérissement, néanmoins, suscite des inquiétudes dans les milieux financiers, qui se demandent avec inquiétude si l'on ne risque pas de connaître à Paris une période de forte tension comme en octobre 1976, avec des taux de 11 % ou 12 %. Pour les prochains mois, et à l'approche de l'échéance électorale, il n'est pas exclu que le loyer de l'argent au jour le jour monte à 10 % et même un peu plus. C'est sans doute pour se préparer à cette éventualité

que les emprunteurs acceptent payer précisément 10 % sur marché à terme jusqu'à l'échéance de six mois.

A l'étranger, le fait principal est le relèvement du taux d'escompte de la Banque de Belgique (7 % contre 6 %), utilisée comme une arme pour défendre un franc belge passablement attaqué (voir ci-dessus).

Aux États-Unis, c'est la stabilité, le taux moyen du « fed funds » (argent au jour le jour entre banques) ne s'éloigne guère de 6,50 %, de même que celui du « papier commercial » qui excite mathématiquement tout relèvement du taux de la banque (prime rate). Quant à la masse monétaire, elle s'est accrue de 2,4 milliards de dollars pendant la troisième semaine de novembre ; pour l'instant, son taux d'accroissement annuel reste dans les limites fixées par les autorités monétaires. — P. R.

مكتبة الأصل

E FINANCIÈRE
MARCHÉS DES CHANGES

chute du dollar

Le dollar a subi une chute de 1,5 % par rapport au franc, passant de 100 à 98,5 francs. Cette baisse est due à la dévaluation du dollar par rapport au yen, qui a entraîné une perte de compétitivité pour les exportateurs américains.

Tableau des taux de change et des indices boursiers.

Indice	24 déc	Diff.
Indice C. 30	100	0
Indice C. 100	100	0
Indice C. 200	100	0
Indice C. 300	100	0
Indice C. 400	100	0
Indice C. 500	100	0
Indice C. 600	100	0
Indice C. 700	100	0
Indice C. 800	100	0
Indice C. 900	100	0
Indice C. 1000	100	0

MATIERES PREMIERES

NOUVELLE BAISSE DU DOLLAR

La nouvelle baisse du dollar a entraîné une chute des cours des matières premières. Le pétrole a perdu 1,5 %, le blé 1,2 %, et le coton 1,0 %.

Nouvelle tension

La nouvelle tension sur le marché du dollar a entraîné une chute des cours des actions américaines. Le S&P 500 a perdu 1,5 %, le Nasdaq 1,2 %, et le Dow Jones 1,0 %.

valeurs à revenu fixe

ou indexées

La valeur de reprise des obligations à 1/2 % 1973, admises au paiement des droits de mutation, a été officiellement publiée.

Tableau des valeurs à revenu fixe et des indices.

Indice	24 déc	Diff.
Indice C. 30	100	0
Indice C. 100	100	0
Indice C. 200	100	0
Indice C. 300	100	0
Indice C. 400	100	0
Indice C. 500	100	0
Indice C. 600	100	0
Indice C. 700	100	0
Indice C. 800	100	0
Indice C. 900	100	0
Indice C. 1000	100	0

matériel électronique, services

publics

Classement des entreprises du matériel électronique et des services publics.

assurance, sociétés

d'investissement

Classement des sociétés d'assurance et d'investissement.

alimentation

au cours de l'exercice clos le 30 juin 1977

Classement des entreprises d'alimentation au cours de l'exercice clos le 30 juin 1977.

matériel et travaux publics

au cours de l'exercice clos le 30 juin 1977

Classement des entreprises de matériel et de travaux publics au cours de l'exercice clos le 30 juin 1977.

Par la force des choses

La force des choses a entraîné une chute des cours des actions américaines.

Le volume des transactions

en francs

Tableau du volume des transactions en francs.

Indice	24 déc	Diff.
Indice C. 30	100	0
Indice C. 100	100	0
Indice C. 200	100	0
Indice C. 300	100	0
Indice C. 400	100	0
Indice C. 500	100	0
Indice C. 600	100	0
Indice C. 700	100	0
Indice C. 800	100	0
Indice C. 900	100	0
Indice C. 1000	100	0

global a été fixé à 14,08 F

(contre 13,25 F)

Aux prises avec de graves difficultés, la société Voyer s'est vu...

Matériel électronique, services

publics

Classement des entreprises du matériel électronique et des services publics.

assurance, sociétés

d'investissement

Classement des sociétés d'assurance et d'investissement.

alimentation

au cours de l'exercice clos le 30 juin 1977

Classement des entreprises d'alimentation au cours de l'exercice clos le 30 juin 1977.

matériel et travaux publics

au cours de l'exercice clos le 30 juin 1977

Classement des entreprises de matériel et de travaux publics au cours de l'exercice clos le 30 juin 1977.

Par la force des choses

Le volume des transactions

en francs

Tableau du volume des transactions en francs.

Indice	24 déc	Diff.
Indice C. 30	100	0
Indice C. 100	100	0
Indice C. 200	100	0
Indice C. 300	100	0
Indice C. 400	100	0
Indice C. 500	100	0
Indice C. 600	100	0
Indice C. 700	100	0
Indice C. 800	100	0
Indice C. 900	100	0
Indice C. 1000	100	0

Bourse de Paris

Morosité

SEMAINE DU 28 NOVEMBRE AU 2 DECEMBRE 1977

MOROSITÉ. Mauvaises, sans relief. Une fois n'est pas coutume, les séances se sont suivies et ressemblées cette semaine à la Bourse de Paris où les différents indices se sont repliés d'environ 2 % d'un vendredi à l'autre.

Le climat a commencé à se détériorer dès le lendemain du week-end dernier où à l'issue d'une séance bien peu active — n'était l'application de deux cent cinquante et un mille six cent cinquante-cinq actions Rousselot — les cours s'étaient repliés de 1,5 % en moyenne. Bien que plus modéré, le mouvement de baisse allait d'ailleurs se poursuivre lors des deux jours suivants. Jeudi, une légère reprise technique se produisit. Mais, compte tenu des perturbations survenues dans l'acheminement des ordres (grève assez suivie dans les P.T.T.), cette hausse n'eut guère de signification. De fait, à la veille du congé hebdomadaire, la baisse reprit ses droits.

Comment tirer quelque enseignement d'une telle grisaille quotidienne? On peut certes affirmer que le marché de Paris n'avait finalement aucune raison de se comporter différemment. Entre les nouveaux craquements caractéristiques à l'intérieur d'une majorité pour l'instant, les derniers sondages et la persistance de ramoux monétaires qui ont abouti à un nouveau glissement du franc sur les marchés des changes, les boursiers ne savent plus à quel saint se vouer.

En d'autres temps, le demi-échec de la grève nationale du 1^{er} décembre eût été bruyamment « salué » autour de la corbeille. De même la hausse de l'indice des prix d'octobre, qui reste forte mais cependant moindre que prévu, eût pu être considérée comme une demi-victoire de M. Raymond Barre. Et la dernière enquête mensuelle du C.N.P.F. qui avait décelé les prémices d'une reprise, n'a-t-elle pas été très vite oubliée?

L'on ne peut croire que seule la perspective d'une grève des cotations lundi, annoncée vendredi en assemblée générale du personnel par les syndicats boursiers, ait provoqué une telle atmosphère de démission générale. En fait, comme chaque fois qu'elle traverse une période d'incertitude politique, économique, ou les deux à la fois, la Bourse de Paris s'interroge sur son rôle, sa mission et, par là, sur son éventuelle durée de vie. Mettre fin à cette situation instable et paralysante, c'est bien le but du colloque sur « La Bourse et les partis politiques » qui va se tenir mardi prochain à l'initiative du syndicat de la Compagnie des agents de change, M. Yves Flornoy. Des réponses seront peut-être fournies par les différents participants. Mais on peut douter qu'elles suffisent à sortir le marché d'une morosité dans laquelle il semble, pour l'instant, se complaire.

PATRICE CLAUDE.

Bourses étrangères

NEW-YORK

Reprise technique

Une reprise technique s'est produite cette semaine à Wall Street, où l'indice Dow Jones a perdu plus de 20 points à 829,98. C'est un déficit record de la bourse commerciale américaine en octobre et à la nouvelle sortie des baisses du dollar qu'il faut imputer cette reprise.

Sans doute, la faiblesse du dollar impressionne peu, d'habitude, les milieux financiers outre-Atlantique, mais cette fois-ci, le réajustement de la monnaie américaine a été vivement ressenti.

Cartes, la promesse d'allègements fiscaux, faite par le président Carter, la publication d'indices économiques en hausse pour octobre et la forte diminution de la masse monétaire, qui élargissent la marge d'une nouvelle hausse des taux, ont constitué autant d'éléments favorables. Mais les inquiétudes persistent, et la recrudescence de cette semaine montre à quel point la reprise de novembre, après la plus basse des mois d'octobre, reste fragile.

Les nouveaux tarifs s'échelonnent de 1,90 à 2,05 dollars la livre selon la présentation du métal et sa qualité.

MINES, caoutchouc, outre-mer

mer

Afin de maintenir sa compétitivité, Amvax Nickel, filiale d'Amvax Inc, a décidé de modifier les prix de vente du nickel à partir du 1^{er} janvier prochain.

Industrie

Le volume des transactions

en francs

Tableau du volume des transactions en francs.

Indice	24 déc	Diff.
Indice C. 30	100	0
Indice C. 100	100	0
Indice C. 200	100	0
Indice C. 300	100	0
Indice C. 400	100	0
Indice C. 500	100	0
Indice C. 600	100	0
Indice C. 700	100	0
Indice C. 800	100	0
Indice C. 900	100	0
Indice C. 1000	100	0

Produits chimiques

Roussel-Uclaf

Roussel-Uclaf a pour la première fois présenté des comptes consolidés pour les neuf premiers mois. Pour un chiffre d'affaires net de 4,9 % (9,5 % à structures comparables) à 2549 millions le bénéfice net atteint 55,2 millions (70,1 millions pour l'exercice 1976 en entier) et la marge brute 157,3 millions (164,8 millions).

Pour la même période, la société Roussel-Uclaf a dégagé 58 millions de F de profits nets (contre 54,3 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent). Sa marge brute est de 130,1 millions de F (contre 112,1 millions). Pour l'exercice 1977 en entier, les dirigeants du groupe tablent sur un chiffre d'affaires consolidé de 3 600 millions de F (+8,7 %) et des résultats du même ordre de grandeur qu'en 1976. Le plan opérationnel sur les trois années à venir fait état pour 1980 d'un chiffre consolidé de 5 096 millions de F (+8,4 %) et de participations non comprises. Au cours des trois prochaines années, l'accent sera mis

Le développement des activités

agréables et de la division

Le développement des activités agréables et de la division pharmaceutiques et cosmétiques. En même temps, la présence du groupe à l'étranger sera renforcée (zone anglo-saxonne et États-Unis). A cette fin, les engagements d'investissement pour 1978 s'élèveront à 388,2 millions de F (contre 280 millions pour 1977).

Afin d'harmoniser le capital avec les actifs de la société, une somme de 182,57 millions de F, provenant des réserves, sera incorporée et le nominal des actions sera porté de 50 F à 100 F. Les actionnaires recevront en plus une action gratuite pour une jouissance du 1^{er} janvier 1977.

Les cotations de « Rousselot » ont repris le 28 novembre. ATO Chimie a acquis lors de cette séance deux cinquante et un mille six cent cinquante-cinq actions, soit 1,5 % de capital de la firme.

Mauvais résultats pour le groupe allemand « Hoechst » qui, pour les neuf premiers mois, annonce lui aussi une forte baisse de son bénéfice avant impôts (-15,8 %) dont le montant revient à 325 millions de DM. Le dividende pourrait être ramené de 8 à 7 DM.

Mines d'or, diamants

Anglo-American

Anglo-American a annoncé une baisse de 1,5 % de son cours.

Pétroles

La British Petroleum annonce

La British Petroleum annonce pour le troisième trimestre un bénéfice net de 506,8 millions de livres.

livres contre 483,2 millions en

1976 à pareille époque. Pour les

neuf premiers mois, le bénéfice net par action s'établit à 54,3 pence contre 51,9 pence.

M. Albin Chalandon, président de « Elf Aquitaine », a formellement démissionné des fonctions de directeur général de la division pétrolière de son groupe l'Industrie de rachat de la division.

textiles de Rhône-Poulenc

« Une telle opération, a-t-il déclaré, n'est ni une manœuvre de camouflage, ni une manœuvre de la COB d'effectuer une enquête sur l'origine de ces rumeurs qui ont entraîné des mouvements boursiers injustifiés ».

Valeurs diverses

Le président de la société Arjo-

Le président de la société Arjo-mari-Proux table pour 1977 sur un résultat bénéficiaire voisin de celui obtenu pour l'exercice écoulé (7,29 millions de francs). Les comptes de la Compagnie

Métallurgie, constructions

mécaniques

Les Automobiles Peugeot émettent un emprunt de 500 millions.

Marché de l'or

de francs portant intérêt de

11,30 % l'an.

Le règlement de l'affaire de la Mixte (suite)

C'est, sans doute, au début de la semaine prochaine que sera notifiée officiellement l'offre publique d'échange lancée par la Compagnie de navigation mixte sur les actions de sa filiale Cédille et Fouchet, dont la cotation a été suspendue il y a quinze jours. Le principal actif de cette filiale, on le sait, est une participation dans la Société d'exploitation Lestier-Cédille et Associés. Comme le règlement de l'affaire de la Mixte a comporté la vente à la B.N.F. et à la famille Lestier de la participation minoritaire détenue dans Lestier par ladite Mixte, il importe à cette dernière de récupérer l'ensemble des actions de Cédille et Fouchet pour les transférer aux acquéreurs. Il semble, toutefois, que la mise au point de ce règlement entraîne quelques difficultés, notamment fiscales : les droits d'enregistrement sont élevés, surtout lorsqu'il s'agit d'un échange, taxé deux fois : pour l'achat, cela porte au total sur 100 millions de francs. Les parties en présence, qui ont soumis en fin de semaine dernière leur projet d'accord à la Rue de Rivoli, vont donc devoir imaginer des procédures assez particulières.

Relèvent qu'aux termes de cet accord, l'armement Delmas-Vieljeux va, très probablement,

racheter à la Mixte les deux bateaux qu'elle avait placés sur la côte occidentale d'Afrique. Reste à savoir qui rachètera, en dernier ressort, la participation de 42 % dans Lestier : la B.N.F., qui en détient déjà 28 %, s'étant engagée auprès de la Rue de Rivoli, à ne jamais y devenir majoritaire. Enfin, notons que le groupe Suez a finalement retiré son concours à la Mixte en faisant acquiescer 10 % environ de son capital par une de ses filiales, Compagnie d'Armement du groupe Vieilleux. Certains en déduisent que M. Marc Fournier, président de la Mixte, est désormais entre les mains de Suez. Ce ne serait pas exact, car ledit groupe Suez, et spécialement l'un de ses dirigeants, M. François, liés par les projets de démantèlement de la Mixte et les appétits de leur vieil ennemi M. Péguy, président de A.G.F. à l'égard de sa compagnie d'assurance, tentent beaucoup à voir M. Fournier rester indépendant. On fait tout de même remarquer que M. François a toujours éprouvé une grande prédilection pour l'assurance. Nul doute, dans ces conditions, que des relations privilégiées doivent s'établir entre les compagnies d'assurances de Suez et de la Mixte, considérées des lieux déjà anciens, au dire des intéressés. P. B.

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES
— RELIGION ET POLITIQUE :
« Le loup et les brebis »,
par Jean-François Six ;
« Nous, chrétiens commu-
nistes », par Jean Gollison.

3. ÉTRANGER
— L'impérialisme diplomatique du
Proche-Orient.

4. AMÉRIQUES

— Le conflit du Sahara occi-
dental et le meurtre d'un
Algérien à Paris.
— CENTRAFRIQUE : l'annexion
impériale ne s'appliquera pas
aux prisonniers politiques.

5. EUROPE

— La République fédérale en
mouvement (IV), par Alain
Clément.

6. POLITIQUE

— Les travaux parlementaires.

7-8. CULTURE

— FORMES : oppositions.
— Les Grands Prix de la Ville
de Paris.

LE MONDE AUJOURD'HUI

Pages 9 à 15

— Au fil de la semaine : Le cuir
et le basket, par Pierre
Vianon-Fonté.
— Lettre du Michigan, par
Pierre Lasker.
— Point de vue : « Faut-il tuer
le troisième âge ? », par le
Dr Michel Caloni.
— RADIO-TELEVISION : Deux
expériences d'animation : les
scénarios de Saint-Jean, par
Anne Bay ; Un caillou vidéo
dans la prison d'Alcatraz, par
Maurice L. Bardegnon ;
Foufoules du rire, par Claude
Barrault.

LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

Pages 17 à 25

— Les loisirs de 1980 à 1977 :
une politique en matière.
— Notre littoral : 5 500 kilo-
mètres de rivages sous le
loup.
— Plaisirs de la table : gratia...
— Modes de temps : plus vite
sur les arts de la table.

26. SOCIÉTÉ

— AMNISTY INTERNATIONAL :
les techniques médi-
cales sont de plus en plus
développées à des fins de
torture.
— La grande misère de l'édu-
cation surveillée.

28. JUSTICE

— ÉTRANGER : la Chine et le
Japon ont conclu un accord
commercial à long terme.

27-28. ÉCONOMIE - RÉGIONS

— ÉTRANGER : la Chine et le
Japon ont conclu un accord
commercial à long terme.

28-29. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

Informations pratiques (16) ;
Cartes (16) ; Journal officiel (16) ;
Météorologie (16) ; Mots
croisés (16).

Le numéro du « Monde »
daté 3 décembre 1977 a été tiré
à 551 401 exemplaires.

Au sommaire
du supplément
EUROPA
publié dans « le Monde »
de lundi
(daté 6 décembre)

« Nous sommes tous keynésiens », par Alain Cotté ; « La
fascination de l'ancien écono-
miste et monétaire », par David
Blaker ; « L'Europe des jeunes
est-elle », par Hans Sauer ;
« Le paradis industriel irlandais »,
par Piero de Garzaroli ; « Le
bond en avant de l'agricul-
ture chinoise », par Alain Jacob.
Ce supplément est préparé
en collaboration avec « le
Stampa », « The Times » et
« Die Welt ».

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris (IV)
Tél. : 239-51-03

A B C D E F G

La crise de l'École polytechnique

- Le directeur général adjoint ne sera pas renouvelé dans ses fonctions
- La grève des élèves continue à Palaiseau

La situation à l'École polytechnique de Palaiseau (Essonne), où la quasi-totalité des élèves sont en grève depuis mardi 29 novembre pour protester contre des sanctions disciplinaires, est toujours bloquée. Les élèves ont décidé de passer tous le week-end à l'École et

dans le « cadre de réserve », en mai 1978. Toutefois, il avait accepté de demander par anticipation à être versé dans le cadre de réserve avant la date prévue, c'est-à-dire au 1^{er} décembre 1977. Cette décision avait été approuvée par le conseil des ministres du 19 octobre. (Le Monde du 11 octobre.)

Sur le strict plan administratif, il semble que la situation qui est en cours aujourd'hui à l'École ne soit pas attaquable juridiquement. Le directeur général adjoint, détaché par le ministère de la Défense dans divers emplois, notamment, de 1953 à 1973, au commissariat à l'énergie atomique, et, depuis 1973, à l'École polytechnique, le 1^{er} juin 1977, il a reçu la nomination de directeur général adjoint de l'École. Pour cette catégorie de personnels la limite d'âge est de 60 ans. M. Placier, donc, prend sa retraite, c'est-à-dire être versé

Par ailleurs, l'interprétation de cette décision comme une conséquence de l'agitation actuelle dans l'École ? En vérité, il y a plusieurs années que le directeur général adjoint de l'École et le conseil d'administration, d'une part, M. Placier, de l'autre, avaient en l'occurrence d'être en opposition sur l'orientation pédagogique de l'École. M. Placier avait été l'un des artisans de la diversification des enseignements, qui n'était pas approuvée par certains membres du conseil d'administration. Ceux-ci redoutaient de voir l'École se transformer en une université et

M. D'ORNANO
CONFIRME LA CRÉATION
DE SIX CENTRES DRAMATIQUES
POUR LA JEUNESSE

M. D'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a inauguré, vendredi 2 décembre, à Châteaufort, dans le Val, le Théâtre d'hiver du centre d'actions culturelles. Il a annoncé que les six compagnies pour la jeunesse (la Pomme verte, le Théâtre des jeunes années, la Fontaine, Bazillière, la Comédie de Lorraine, le Gros Caillou) recevraient le 1^{er} juillet 1978, comme il était prévu, un statut de centre dramatique, ce qui porterait le nombre de ces centres à vingt-cinq. Les compagnies demandant que leurs subventions soient affectées aux centres pour adultes qui viennent d'obtenir, comme chaque année, 25 % d'augmentation. Établie en 1975, cette augmentation avait d'abord été ramenée pour 1978 aux environs de 10 % puis de 20 %.

M. AMADOU Cissé
SUCCEDE A M. GUILLABERT
COMME AMBASSADEUR
DU SÉNÉGAL A PARIS

M. Amadou Cissé a été nommé, jeudi 1^{er} décembre, ambassadeur du Sénégal en France, annonçant son officiellement à Dakar.

M. Cissé succède à M. André Guillabert, qui représente son pays à Paris depuis 1968. Après M. Tancou, ambassadeur de la Côte-d'Ivoire, M. Guillabert est le plus ancien chef de mission du corps diplomatique dans la capitale française.

(M. Guillabert a joué un rôle très important dans la politique sénégalaise et dans les relations sénégalaises. Né en 1918 à Saint-Louis-du-Sénégal, il a fait ses études supérieures à Bordeaux et à Toulouse. Docteur en droit, avocat, il a été, en 1947, vice-président de l'Assemblée sénégalaise, puis conseiller de l'Union française et sénateur (en France). Après l'indépendance du Sénégal (1960), il devient vice-président de l'Assemblée nationale sénégalaise. De 1960 à 1962, il a été son premier ministre. Il a été successivement ministre des Affaires étrangères et de la justice.)

Le groupe Mirror avait en quelque sorte « aménagé », par une augmentation de salaires et des primes, la coopération nécessaire des syndicats ouvriers pour l'application d'un vaste programme de rénovation technico-économique, impliquant un certain nombre de licenciements et de mises à la retraite anticipée.

L'échec des journalistes du Daily Mirror a donc été le résultat de la pression sociale dans l'industrie de la presse, véritable jungle, où les syndicats défendent leurs intérêts particuliers sans tenir compte de la solidarité syndicale. Ainsi, les ouvriers des ateliers de Manchester avaient accepté la suggestion de la direction d'augmenter la production

Le Daily Mail (qui tire à 1 770 000 exemplaires), où les journalistes avaient cessé le travail jeudi, repartira également samedi matin.

HENRI PIERRE.

Une solution de compromis met fin
au conflit du « Daily Mirror »

De notre correspondant

Le Daily Mirror au détriment des journalistes en grève à Londres.

De même, au Daily Express, les journalistes se retrouvent d'accord avec les patrons pour s'opposer aux revendications salariales des ouvriers des ateliers de Manchester. Le nouveau patron « de choc » du groupe Express avait déclaré qu'il préférerait fermer l'entreprise plutôt que de céder.

La perte de revenus consécutive à la grève est évaluée à 2 millions de livres par la direction du Mirror ; mais, de l'avis des experts, Reed International, fabricant de papier contenant le groupe de presse, était en mesure de supporter une grève de plus d'un mois sans conséquences graves.

Le Daily Mail (qui tire à 1 770 000 exemplaires), où les journalistes avaient cessé le travail jeudi, repartira également samedi matin.

HENRI PIERRE.

PROLONGATION DE LA CRISE

Les effectifs salariés et la durée du travail ont diminué au troisième trimestre

La prolongation de la crise économique se traduit dans les statistiques trimestrielles que publie, ce samedi 3 décembre, le ministère du travail. Les effectifs salariés employés au troisième trimestre dans les établissements industriels et commerciaux d'au moins dix salariés ont encore diminué de 0,6 % par rapport au deuxième trimestre. Cette baisse du niveau de l'emploi porte à 1,1 % la diminution des effectifs salariés en un an.

Simultanément, la durée du travail a, elle aussi, baissé : de 0,2 % en un trimestre, après une

diminution de même ampleur à deux trimestres précédents. En un an, la durée hebdomadaire de travail a reculé de près de 1 % (41,3 heures au lieu de 41,7 heures) ; la diminution est plus forte chez les ouvriers (1,3 %) que chez les employés (0,4 %).

Compte tenu de cette diminution de la durée du travail, la hausse du salaire mensuel des ouvriers peut être évaluée, selon le ministère, à un an, soit 0,3 % seulement, pour un pouvoir d'achat, au regard de la hausse des prix survenue dans le même temps.

Les embargos sur les ventes d'armes

Des clients précautionneux...

Des clients étrangers des industriels français de l'armement — parmi les pays les plus fortunés du Proche-Orient — tentent de se prémunir contre d'éventuels embargos qui auraient pour effet d'interrompre, sans préavis, des livraisons d'armes achetées en grandes quantités. Pour l'essentiel, leur politique consiste à s'assurer, à la source même, de l'acquisition des contrats.

C'est ainsi que certains clients ont pris soin, à l'occasion de contacts discrets avec des personnalités de l'opposition en France, de connaître à l'avance l'attitude qu'adopterait, le cas échéant, une nouvelle majorité au pouvoir l'an prochain sur l'application des accords précédemment conclus entre Paris et les gouvernements étrangers à l'achat d'armement. Ces contacts, non officiels, sont destinés à obtenir l'assurance de la continuité des contrats déjà signés.

Un engagement de livraison

A ce jour, les délégations commerciales de plusieurs fournisseurs français de matériels militaires ont eu vent de l'existence de tels contacts informels. Mais il ne leur semble pas, pour l'instant, que cette procédure, dictée par la prudence, ait conduit des clients importants à renoncer ou à retarder leurs achats. A en juger par les résultats enregistrés à l'exportation, notamment dans le domaine aéronautique, l'incertitude politique constatée en France pour 1978 n'a pas interrompu le courant des commandes.

D'autres clients, toutefois, ont envisagé de prendre des précautions plus radicales qui pourraient mettre, à terme, dans l'embarras le gouvernement français, puisqu'il s'agit d'obtenir un engagement de livraison par le moyen de ce qu'on pourrait appeler un contrôle en amont de la production des armes.

La crainte de la plupart des acquéreurs de matériels militaires est que soit suspendue la livraison des pièces détachées et des rechanges, ou de tout ce qui constitue le service après-vente. Sans cette garantie de l'après-vente, l'efficacité opérationnelle est amoindrie. Des solutions existent : la commande d'usines, clés en mains, sur le territoire du pays client, avec l'assistance technique et industrielle de l'Etat fournisseur en la prise de participation — sous des formes très diverses — apparence — dans les sociétés qui fabriquent les matériels, de façon à en contrôler, même partiellement, les différentes activités.

Plusieurs pays du Proche-Orient voudraient mettre à l'œuvre de telles pratiques, et la France est loin d'être le seul fournisseur à être ainsi sollicité.

Installer à l'étranger des usines d'armement, clés en mains, c'est risquer, pour le pays défendeur de la technique, de se créer volontairement des concurrents. Accepter des participations, c'est ne plus être maître chez soi dans des secteurs qui relèvent de l'indépendance nationale et de la sécurité d'un pays. Tel est aujourd'hui le dilemme devant lequel les fournisseurs sont placés.

JACQUES ISNARD.

● M. Ja Choon Koo, maire de Séoul, en visite officielle en France depuis le jeudi 1^{er} décembre, à l'invitation de la Ville de Paris, a été reçu vendredi à l'Hôtel de ville par M. Jacques Chirac, maire de la capitale.

● Droit et nationalisations. — L'association Droit et Démocratie a organisé ce samedi 3 décembre, au Sénat, un colloque consacré aux nationalisations. MM. Jean-Denis Bredin (à gauche), François Biondini, Pierre Dreyfus et Laurent Fabius (P.S.) devaient y intervenir à propos du rôle de l'Etat dans le fonctionnement du secteur public.

PRÊT-A-PORTER
HOMMES - DAMES - JUNIORS

CLUB DU SAMEDI
CCB

ATTENTION : PLUS QUE 10 JOURS
PROMOTION EXCEPTIONNELLE :

REMAISE 15 % SUR PRÉSENTATION DE CE BON (VALABLE JUSQU'AU 14-12-1977) REMISE SUR MONTAUX Hommes, Dames, Enfants.

Ex :
Pardessus Homme (75 % cashmere) ... 459 F après remise
Loden Autrichien Homme ... 271 F après remise
Manteau Femme (velours de laine) ... 297 F après remise
Manteau Femme (shetland) ... 373 F après remise
3/4 mouton retourné Homme ... 765 F après remise

SPECIALISTE COSTUMES HOMMES

Costumes (polyester et laine) ... 360 F
Costumes (pure laine) ... 545 F

COSTUMES DE MARQUES

SKI : Ensembles et Anoraks

ENSEMBLE HOMME (Blouson et Salopette) ... 249 F
ENSEMBLE ENFANT (le 10 ans) ... 190 F
ANORAK ENFANT (le 10 ans) ... 114 F
ANORAK FEMME ... 75 F

Grand choix : manteaux, imperméables, jupes, pulls, chemisiers, articles pour enfants, etc.

17, rue d'Aboukir, PARIS - Métro Sentier - Tél. 233-42-59
Du lundi au samedi de 9 h à 19 h. Nourriture le mardi jusqu'à 21 h.

9^e SALON des ANTIQUAIRES
25 NOVEMBRE - 4 DÉCEMBRE 1977
pavillon spodex
PLACE DE LA BASTILLE
ts. les jrs 10 h à 20 h
mardi et vendredi 10 h à 23 h

BÈGUES
Des milliers de personnes de tous âges, depuis 1939, ont bénéficié de Découvertes d'un Ancien Bègue. Renseign. grat. Pr M. BAUDE 185, bd Wilson, 33200 Bordeaux

EXPRESSION ORALE POUR RESPONSABLES DÉCIDÉS
Vous refusez les trucs et recettes habituellement proposés. Vous voulez un style d'expression à la mesure de votre personnalité. Demandez-nous une consultation particulière, à titre gratuit et sans engagement.

INSTITUT D'EXPRESSION ORALE
30, cité Trévise, 75009 PARIS
Tél. : 77-28-83
Nous recevons exclusivement sur rendez-vous, de 10 h. à 21 h.

مكتبة من الأصل